

# EXCLUSIVE | Offshore assets of China's elite revealed in leaked records

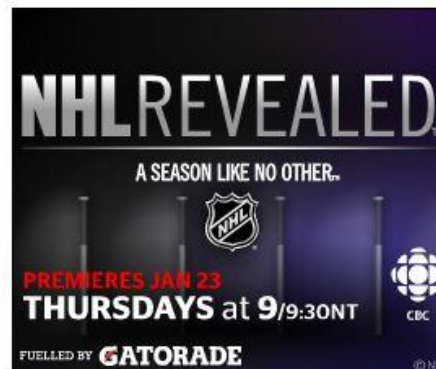
Files shed light on more than 20,000 tax haven clients, including relatives of president

By the International Consortium of Investigative Journalists, CBC News | Posted: Jan 21, 2014 4:01 PM ET | Last Updated: Jan 21, 2014 5:15 PM ET



Chinese leaders, from left, ex-president Hu Jintao, President Xi Jinping and former premier Wen Jiabao all have family involved in offshore tax havens, leaked files show. Xi in particular has pledged to crack down on corruption among China's elite. (Andy Wong/Associated Press)

Stay Connected with CBC News



Facebook 355

Twitter 0

+1 26

Share 355

Email

Close relatives of China's top leaders have used secretive offshore companies in tax havens that helped shroud the Communist elite's wealth, according to a massive cache of leaked financial records, posing a formidable challenge for President Xi Jinping, the country's avowed anti-corruption leader.

The confidential files include details of a real estate company co-owned by Xi's brother-in-law, as well as British Virgin Islands corporations set up by former premier Wen Jiabao's son and son-in-law, plus dozens of more cases of people tied to high-level officials.

The discovery could incense ordinary citizens in China, where senior Communist officials used to enjoy a modestly better living but nothing close to the extravagant wealth required to stash money offshore, said Fred Bild, Canada's ambassador in Beijing from 1990 to 1994. "Now, the income gap between the elite and the masses is huge.... You have hundreds of millions of people that are still living on very low income and they will be outraged."



## Related Stories

- Massive data leak exposes offshore financial secrets
- Countries rattled by tax-haven data leak
- How Irish reporter got huge tax-haven data leak
- Secret files reveal more Canadians using offshore tax

## Must Watch



Ukrainian police clamp down

2:00

Rubber bullets, stun grenades and tear gas employed to force protesters out of square in Kiev



Sochi security concerns

3:39

Russian officials have taken unprecedented steps to keep athletes and spectators secure at the Winter Olympics



Harper's Mideast tour

2:50

PM Stephen Harper and Israeli PM Benjamin Netanyahu agree to



Syria defector's torture evidence

2:29

Defector's photos depict systematic torture and

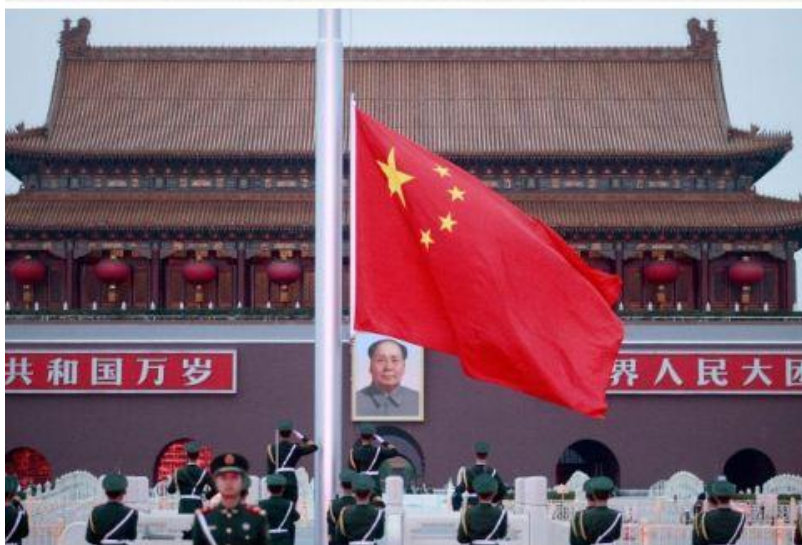
Sei in: [HOME](#) > [INTERNAZIONALE](#) > [China Leaks: i soldi degli oligarchi...](#)

**ESCLUSIVO**

## China Leaks: i soldi degli oligarchi nei paradisi fiscali

Il cognato dell'attuale presidente. I figli dell'ex premier. Titolari di società offshore per affari senza controllo. Ecco il volto segreto del potere cinese, svelato da un'inchiesta internazionale

di Leo Sisti



Uno squarcio sul lato oscuro del potere in Cina, l'intreccio misterioso tra il partito e gli oligarchi sullo sfondo della seconda potenza mondiale. Una rete di relazioni familiari e finanziarie cresciuta nell'ombra, grazie a una ragnatela di sigle offshore. Lì, nei paradisi fiscali dove la riservatezza è una regola d'oro, adesso affluiscono anche i tesori dei ricchi d'Asia. E in un lungo elenco di 20 mila titolari di società create nelle British Virgin Islands, a Samoa e in altri atolli esotici compaiono anche i congiunti dei mandarini del



À ROCHEFORT, IL FAUT CHOISIR : L'EMPLOI OU LA TRAPPISTE P.17



# LE SOIR



**SOUPLIER D'OR**  
Hazard,  
favori  
ultraconvoité  
P.25 & 27



## #chinaleaks : la grande évasion des Chinois vers les paradis fiscaux

#chinaleaks, c'est une enquête de l'International Consortium of Investigative Journalists. Ses résultats démontrent que l'élite chinoise a massivement planqué son argent dans les paradis offshore. Jusqu'à 3.000 milliards d'euros auraient quitté la Chine... **LIRE NOTRE DOSSIER P.3, 10 & 11.**

Onkelinx défend la levée du numerus clausus

Trois mille signatures au bas d'une pétition jeudi, huit mille samedi, dix mille mardi... la contestation ne cesse d'enfler en Flandre contre le projet de la ministre Onkelinx de réformer l'attribution de numéros Inami aux médecins diplômés. Pour mémoire, la distribution est contingentée depuis 15 ans, à charge des communautés d'adapter l'enseignement. La Flandre a limité les dégâts via un examen d'entrée. En Communauté française par contre, on comptera plus de 1.100 médecins surnuméraires en 2017. Pas de numéro Inami alors que des secteurs entiers pleurent après des praticiens ? Laurette Onkelinx a corrigé le tir en décembre en attribuant plus de numéros dans les spécialités en pénurie, s'attirant du coup l'ire de milliers de professionnels flamands. Dans une carte blanche publiée dans *Le Soir* et *De Morgen*, elle défend son projet. Et démonte le conflit communautaire.

► P.23 LA CARTE BLANCHE

# Le bracelet électronique bientôt ingérable

Le nombre de détenus équipés du dispositif va fortement augmenter à l'avenir. Alors que les moyens de surveillance sont déjà limités.

Chaque peine supérieure à quatre mois doit être exécutée, en cellule ou à domicile. Telle est la volonté de la ministre de la Justice, Annemie Turtelboom (Open VLD), qui mardi assurait mettre ainsi fin « à 20 ans d'impunité ». Une mesure qui implique donc l'élargissement du champ d'application du bracelet électronique et qui signifie, pour le Centre national de surveillance électronique (CNSE), seul organe habilité à contrôler les

condamnés concernés, une charge de travail plus importante. Trop importante ? Alors que la CGSP a déjà réagi à l'annonce de la ministre - « nous n'avons pas assez de personnel et de moyens pour contrôler les détenus avec bracelets électroniques » -, on apprend que le personnel du CNSE doit déjà gérer, en moyenne par mois, un million de signaux émis par les bracelets. Dont 7 % nécessitent une vigilance de la part de l'organe de contrôle. Un chiffre qui

devrait très prochainement être revu à la hausse puisque les condamnés à des peines de huit mois à trois ans sont aujourd'hui concernés par la mesure ainsi que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, certains prévenus placés en détention préventive. Par ailleurs, d'ici peu, le bracelet figurera également sur la liste des peines autonomes. On peut donc s'attendre, dans les prochains mois, à voir fleurir le dispositif sur nombre de chevilles. On apprend aussi que les quelque

1.700 Belges déjà soumis à ce système ne sont surveillés en permanence que depuis trois semaines. Et que les week-ends, un seul « gardiste » assure la permanence de nuit. Et si seulement 2 % des condamnés équipés du bracelet électronique commettent à nouveau des méfaits, il arrive que certains échappent, parfois durant plusieurs heures, à la surveillance du Centre. ■

► P.7 NOS INFORMATIONS

### 1 million

C'est le nombre de signaux émis, en moyenne par mois, par l'ensemble des bracelets.

### 70.000

Parmi ces « events », 7 % nécessitent une vigilance de la part du CNSE.

### 2 %

Des condamnés sous surveillance commettent des méfaits.

## monSOIR

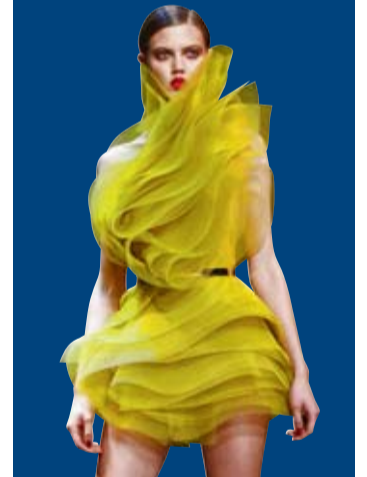
Juliette Binoche : « Le théâtre m'a appris la différence entre le faire et l'être » P.32



**POLÉMIQUE**  
Faudra-t-il un jour payer pour rouler à Bruxelles ? P.19

**ENSEIGNEMENT**  
Les filles sont-elles mieux adaptées à l'école ? P.22&23

**MODE**  
A Paris, la haute couture se tourne vers l'avenir P.33



## L'ÉDITO

Baudouin Loos



### UNE CONFÉRENCE SUR LA SYRIE VOUÉE À L'ÉCHEC ?

Peut-on raisonnablement attendre de la conférence internationale sur la Syrie qui s'ouvre ce 22 janvier en Suisse sous l'appellation de « Genève 2 » qu'elle inaugure une ère nouvelle qui verrait les protagonistes de cet âpre conflit se diriger vers une issue pacifique ? Il serait bien malaisé de trouver un seul observateur sérieux prêt

à parier quelques malheureux centimes sur cette perspective. Tout se passe comme si l'échec de Genève 2 était déjà écrit, validé par la réalité d'une sanglante confrontation où les camps sont multiples et leurs raisons d'être variées. Face au féroce régime mafieux syrien qui tuerait la moitié de son peuple

### Il conviendrait que des mesures d'aides humanitaires soient adoptées d'urgence à Genève 2

pour rester au pouvoir, l'opposition militaire paraît en effet bien morcelée, entre des rebelles nationalistes et/ou islamistes plus ou moins radicaux, des Kurdes en session sécessionniste et des djihadistes extrémistes hantés par le retour du califat... Le régime et une partie de l'op-

position exilée se retrouvent donc néanmoins à Montreux ce mercredi, avant de poursuivre en tête-à-tête à partir de vendredi à Genève. Le premier veut voir consacrer sa « lutte contre le terrorisme » qu'il dit mener depuis mars 2011 même si les premiers djihadistes firent leur apparition près d'un an plus tard. Les seconds n'imaginent pas de « gouvernement de transition », le but officiel des négociations, sans le départ irrévocable du « boucher de Damas ». On voit mal où gisent les termes d'un possible compromis entre de tels ennemis. Même leurs puissants parrains respectifs n'arriveraient pas à les convaincre... De manière habile autant que perverse, le régime a réussi l'impossible : faire accroître à une

bonne partie de la communauté internationale que ce conflit met aux prises un Etat laïque civilisé et des fous d'Allah coupeurs de tête. Alors que c'est lui, par ses méthodes qui consistent à terroriser par des bombardements massifs les populations rebelles, qui porte la plus lourde des responsabilités. Sauf que les attermoissements de l'Occident, tétanisé par le danger djihadiste, ont aussi rendu ce danger possible et maintenant concret. Alors, pour que Genève 2 ne soit

pas une occasion totalement gâchée, il conviendrait que des mesures d'aides humanitaires y soient adoptées d'urgence. Car ce sont les civils qui souffrent et dans d'effrayantes proportions. Ouverture de couloirs humanitaires, libération des prisonniers, fin de la torture, levée des sièges de villes ou quartiers qui affament : la liste, longue et non exhaustive, doit servir à sauver des vies, là où elles s'éteignent par centaines chaque jour dans d'indicibles souffrances.

## lesoir.be

11:02

**La Chine et les paradis fiscaux**  
L'élite chinoise a placé ses avoirs dans les paradis fiscaux de droit anglo-saxon. On en parle avec Alain Lallemand.

**S** Toutes les photos des défilés de mode à Paris.



MARCHÉS	14-15	TÉLÉVISION	30-31
NÉCROLOGIE	24	MÉTÉO, JEUX & BD	35
RÉGIONS	28-29	PETITE GAZETTE	36

20465880

**UNIVERS DU SOMMEIL SOLDES**  
Voir page 6

20467050

colruyt meilleurs prix

**3%\* Extra !**  
sur plus de 450 produits  
\*Avec votre carte Extra. Une sélection p. 9

meilleurs prix

## #chinaleaks

Une enquête de l'International Consortium of Investigative Journalists

Les journaux publiant cette enquête aux côtés du *Soir* sont : *Ming Pao* (Hong Kong), *Commonwealth Magazine* (Taïwan), *Süddeutsche Zeitung* et *NDR* (Allemagne), *The Guardian* (Royaume-Uni), *BBC Newsnight*, *Le Monde* (France), *El País* (Espagne), *CBC* (Canada), *L'Espresso* (Italie), *Le Matin Dimanche* et *SonntagsZeitung* (Suisse), *Trouw* (Pays-Bas), *Asahi Shimbun* (Japon), *Newstapa* (Corée du Sud), *Global Mail* (Australie) et le Centre philippin de journalisme d'investigation.

Tweets #chinaleaks bienvenus : @lesoir , @icijorg , @AlainLallemand



S sur [lesoir.be](http://lesoir.be)

**Une infographie interactive**  
Depuis ce mardi, sur notre site, une infographie interactive vous permet d'explorer vous-mêmes les fortunes cachées de chaque représentant de l'élite chinoise. En un clic, découvrez les profils, relations, entités offshore.

- L'élite chinoise a massivement planqué son argent dans les paradis offshore.
- Jusqu'à 3.000 milliards d'euros auraient quitté la Chine.
- Pékin a tenté de faire taire nos confrères chinois.

# Le grand bond de Pékin vers les paradis fiscaux

**M**ao Zedong doit se retourner dans sa tombe : s'il se perpétue au XXI<sup>e</sup> siècle une « longue marche », c'est celle qui conduit des dizaines de milliers de Chinois du continent à investir leur argent à 13.500 kilomètres de la Chine communiste, dans le paradis fiscal que représentent les îles Vierges britanniques !

Selon l'enquête menée ces six derniers mois, en toute discrétion, par une équipe de journalistes de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ, Washington) et publiée depuis ce mardi soir par une quinzaine de journaux du monde entier, tous les pans de l'industrie chinoise sont frappés, non seulement les sociétés, dirigeants et actionnaires privés, mais aussi les sociétés d'État et gestionnaires publics, sans compter les parents les plus proches des personnes siégeant dans les plus hautes autorités du pays que sont le Politburo, l'Assemblée populaire, l'Armée rouge.

Ces révélations constituent une suite étonnante mais logique du scandale OffshoreLeaks dévoilé en avril dernier par ce même réseau de journalistes ICIJ avec lequel travaille *Le Soir* depuis quinze ans. Les dossiers d'offshore trouvant leur origine en Chine continentale ont toujours représenté la plus grande part des 2,5 millions de fichiers offshore « fuités » qu'ICIJ a obtenus et exploite depuis 2012 avec l'aide de plus de cinquante médias de par le monde.

Au plan mondial, ces documents révèlent les ayants droit véritables et les actes posés par plus de 100.000 sociétés localisées dans dix juridictions offshore. Ces révélations dites « OffshoreLeaks », publiées en avril 2013, ont eu un impact planétaire, déclenchant des enquêtes, démissions et réformes politiques dans plusieurs pays, dont la Belgique, où une petite centaine de personnes ont eu recours à ces mêmes offshore.

Mais étant donné la complexité des dossiers et les défis posés par les caractères utilisés dans les documents de Chine, Taïwan et Hong Kong, l'ICIJ avait décidé de mettre ces dossiers de côté pour publication ultérieure. Maintenant que ces documents sont traités, que leur portée a été analysée et confirmée, le consortium de journalistes publie le résultat de son enquête en s'appuyant sur une quinzaine de journaux, dont *Le Soir*, mais aussi *L'Asahi Shimbun*, *The Guardian*, *El País*, *Le Monde*, *Süddeutsche Zeitung*, etc.

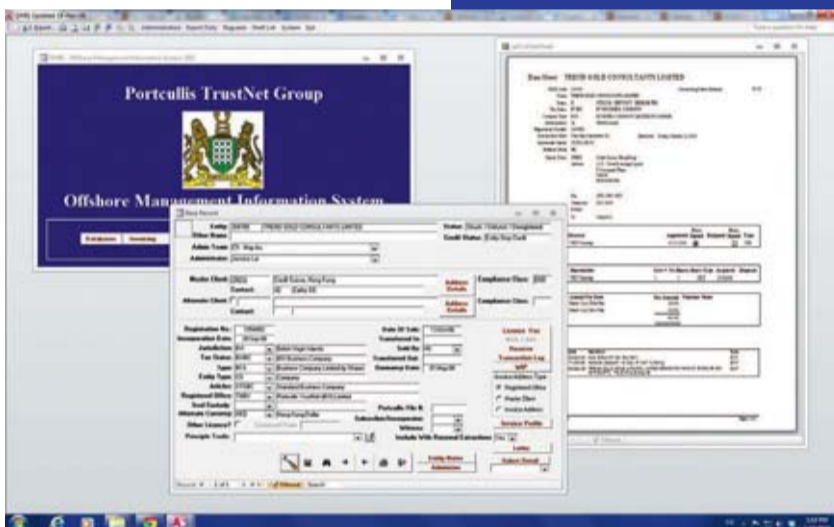
Ce n'est qu'un premier pas. Demain sera publié un volet d'enquête spécifique consacré à l'une des industries chinoises les plus touchées par la corruption et l'offshore fiscal, l'industrie pétrolière. Ce même jeudi 23 janvier, via sa banque de donnée en ligne, ICIJ rendra publics plus de 37.000 noms de Chine, Hong Kong et Taïwan, ce qui permettra à tous les internautes d'explorer les réseaux offshore de chaque particulier mis au jour. C'est la première fois qu'est mise à disposition du public une quantité aussi vaste d'informations secrètes relatives aux opérations chinoises dans les paradis fiscaux.

Si la banque de donnée OffshoreLeaks avait déjà été publiée en juin 2013, les détails relatifs aux clients de Chine, de Taïwan et de Hong Kong ont

été occultés jusqu'à la fin de la présente enquête. Notre chiffre de 37.000 clients offshore venant de Chine continentale est un minimum prudent : beaucoup de noms figurant en caractères latins dans la base de données ne sont pas liés à une adresse spécifique et ne peuvent donc être identifiés avec certitude. Nous espérons que le large public explorera ces fichiers et nous aidera ces prochaines semaines à identifier de nouvelles pistes au fur et à mesure que le dossier des paradis fiscaux de l'élite chinoise se développera. ■

MARINA WALKER (ICIJ)  
ALAIN LALLEMAND (LE SOIR)

► LIRE NOTRE DOSSIER PAGES 10-11



L'enquête remonte jusqu'à l'entourage familial du président chinois Xi Jinping. Les bases de données permettent de naviguer parmi 20.000 offshore. © AFP, D.R.

## Tout a commencé cet été à Hong Kong avec la réunion de journalistes venus de Chine, d'Europe, des États-Unis

RÉCIT

**L**e petit groupe de journalistes qui s'est réuni à Hong Kong un matin pluvieux de l'été dernier était venu de partout : Pékin, Taïpei, New York, Madrid, Washington, Berkeley, Munich. Un vétéran du journalisme chinois les a accueillis en soulignant la nature « historique » de cette réunion : des journalistes de Chine communiste étaient venus se joindre à leurs collègues des États-Unis et d'Europe pour mener une enquête hautement sensible.

Cette réunion donna le coup d'envoi de six mois d'enquête dans les sociétés offshore de l'élite chinoise, cette enquête que l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) publie ce mercredi avec des médias partenaires du monde entier, dont *Le Soir*. Mais avant d'y arriver, les journalistes ont dû faire face aux barrières linguistiques et culturelles, et à l'intimidation gouvernementale.

Car la Chine continue à imposer une censure médiatique, et la sécurité est rapidement devenue l'une des principales priorités de notre projet chinois. À l'issue de la réunion de Hong Kong, tous les participants au projet sont retournés dans leurs rédactions munis de matériel de cryptage d'e-mails. Un forum en ligne, lui aussi crypté, était utilisé pour échanger en toute sécurité les tuyaux et découvertes. Et même à l'intérieur de ce

forum, certains officiels n'ont été désignés qu'en utilisant des noms de code.

L'autre défi était posé par les données elles-mêmes. Comment déceler ce qui était d'intérêt public dans le fatras de 37.000 mandataires de sociétés offshore ? Le premier pas consistait à établir autant de listes que possible de personnages publics : membres du Politburo, commandants militaires, maires de grandes villes, milliardaires repris dans les listes – établies par *Forbes* et *Hurun* – des très riches et de ceux qu'on appelle les « princes héritiers » – parents de l'actuelle direction du pays ou de personnages clés du PC chinois.

Un journaliste basé en Espagne a ensuite recoupé les listes de notables chinois et les listes de clients figurant dans nos dossiers. La grande difficulté était que, dans la plupart des cas, dans ces dossiers offshore, les noms de clients étaient rédigés sous une forme romanisée et non en caractères chinois. Ce qui rendait extrêmement difficiles les recoupements parfaits parce que la translittération peut varier grandement : Wang peut devenir Wong, Zhang devient Cheung, et Ye pourrait s'écrire Yeh. Les adresses et numéros de documents d'état civil nous ont aidés à confirmer beaucoup d'identités, mais bien d'autres noms ont dû être abandonnés, faute d'obtenir une identification certaine à 100 %.

Une image nous est lentement appa-

re : l'élite chinoise utilisait agressivement les paradis offshore pour y entasser son patrimoine, accumuler les positions sur sociétés cotées en Bourse, acheter et vendre de l'immobilier, mener leurs opérations commerciales loin des interdits édictés par Pékin. Parmi les ayants droit de ces offshore se trouvent au moins quinze des hommes et femmes les plus riches de Chine, des dirigeants de haut niveau de sociétés d'État et les parents de certains des dirigeants (actuels ou passés) les plus élevés de Chine.

Alors s'est ouverte une nouvelle phase : au départ de l'Europe, de l'Asie, des Amériques, les membres de l'équipe ont tenté de contextualiser ces découvertes. Par-delà les fichiers fuités, les journalistes ont examiné des centaines de documents publics, documents d'entreprise, cadastres, déclarations financières, documents issus d'actions en justice, d'enquêtes judiciaires et enquêtes des régulateurs boursiers. Jonglant avec les e-mails, le téléphone et Skype, accommodant les multiples fuseaux horaires et les interviews en anglais et mandarin qu'il fallait coordonner, la petite équipe a mêlé recherches extensives, reportages et écriture.

Par ailleurs, les rédacteurs en chef des divers pays avaient des vues divergentes sur l'équilibre à atteindre dans l'emploi du temps de leurs journalistes, entre projet collectif et obligations de repor-

tage quotidien.

Une nouvelle inquiétante est tombée en novembre sous la forme d'un bref message crypté émis par l'un des éditeurs de Pékin. Cette note disait que les journalistes avaient été mis en garde par des officiels gouvernementaux : ils devaient cesser de travailler sur ce projet offshore. Ils devaient se retirer immédiatement du partenariat.

Cette intimidation survenait au milieu d'une nouvelle répression des critiques diffusées sur l'internet, notamment en matière de corruption. Selon le CPJ, Committee to Protect Journalists, la Chine a emprisonné en 2013 quelque 32 journalistes, éditeurs et blogueurs, ce qui lui valut le 3<sup>e</sup> rang – après la Turquie et l'Iran – dans le classement des plus grands « emprisonneurs de journalistes » au monde.

Aux quartiers généraux de l'ICIJ, les chefs de projet prirent la décision de garder secrète l'identité des journalistes de Chine continentale participant à l'enquête, afin de les protéger d'autres représailles gouvernementales. Le reste de l'équipe accéléra le mouvement, adressant des courriers à tous les officiels, riches particuliers et autres Chinois mentionnés dans l'enquête. Dans la plupart des cas, leur seul commentaire fut de ne pas répondre, pratique standard en Chine communiste. ■

MARINA WALKER GEVARA (ICIJ)

Plus de  
**20.000**  
offshore mènent  
à l'élite chinoise

L'ICIJ  
a identifié  
**37.000**  
mandataires  
chinois

**32**  
En 2013, la  
Chine a emprisonné  
**32** journa-  
listes

# MONDE

Dix membres de la nomenklatura qui opèrent loin du fisc...



Deng Jiagui  
Beau-frère du président Xi Jinping. © JP



Wen Yunsong  
Fils de l'ex-Premier ministre Wen Jiabao. © JP



Liu Chunhang  
Gendre de l'ex-Premier ministre Wen Jiabao. © JP



Fu Liang  
Fils de l'un des huit «immortels». © JP



Huang Guangyu  
Fondateur de la chaîne Gome. © MP



Yang Huiyan  
La femme la plus riche de Chine. © JP



Zhang Xin  
Co-fondatrice de Soho China. © MP



Zhang Zhidong  
Co-fondateur de Tencent. © JP



Du Juan  
Dirigeante de la chaîne Gome. © MP



Li Jinyuan  
Président de Tiens Group. © JP

## #chinaleaks

Les auteurs de l'enquête Ce deuxième volet de l'enquête OffshoreLeaks est signé par Marina Walker Guevara, Gerard Ryle, Alexa Olesen, Mar Cabra, Michael Hudson et Christoph Giesen, de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ). Par mesure de sécurité, nos partenaires chinois ne sont pas identifiés. Les illustrations sont de Jesús Pérez, les photos de Ming Pao. La traduction est d'Alain Lallemand (Le Soir).



Sur lesoir.be

Une infographie interactive Sur notre site, une infographie interactive permet d'explorer les montages mentionnés ici.



Fu Liang, fils de l'un des huit « Immortels », mythes de la Chine communiste, a été pris la main dans le sac en jouant avec des offshore. © JESUS PEREZ

# La kleptocratie chinoise s'enrichit loin de Pékin

Ils sont l'élite de la Chine continentale, fils de Premier ministre ou de gloires nationales, officiers de l'Armée rouge, dirigeants d'entreprises d'État. Ils œuvrent officiellement au développement de la Chine et du parti. Pourtant, ils ont placé en secret leurs avoirs dans les paradis fiscaux de droit anglo-saxon.

## l'ampleur Un exode offshore de l'élite

ENQUÊTE

Les proches parents de certains des plus hauts dirigeants de la Chine communiste détiennent des sociétés offshore dans des paradis fiscaux, des offshore qui en l'occurrence ont aidé à dissimuler la fortune de l'élite communiste, révèle une nouvelle fuite de documents de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ, Washington).

Des exemples ? Ces documents confidentiels révèlent notamment les détails d'une société immobilière offshore détenue par le beau-frère de l'actuel président Xi Jinping, de même que l'existence de certaines sociétés des îles Vierges créées par le fils et le beau-fils de l'ancien Premier ministre Wen Jiabao. Près de 22.000 clients, avec des adresses en Chine continentale et à Hong Kong, apparaissent dans ces dossiers d'offshore. Parmi eux, quelques-uns des hommes et femmes les plus puissants de Chine : au moins quinze figurent parmi les personnes les plus riches du pays, sont membres de l'Assemblée nationale populaire, ou sont dirigeants de sociétés publiques empiétrées dans des scandales de corruption.

Les documents montrent que PricewaterhouseCoopers, UBS ainsi que d'autres banques et sociétés comptables occidentales jouent un rôle-clé d'intermédiaire, aidant leurs clients à établir des trusts et sociétés dans les îles Vierges britanniques, à Samoa et dans d'autres centres offshore couramment associés à la dissimulation de patrimoine.

Ainsi le géant Crédit Suisse a aidé

le fils de l'ex-Premier Wen Jiabao à créer sa propre société aux îles Vierges à l'époque où son père dirigeait le pays.

Les dossiers mis au jour proviennent de deux sociétés prestataires de services pour la création d'offshore, Portuallis TrustNet basée à Singapour et Commonwealth Trust Ltd basée aux îles Vierges, qui ont aidé leurs clients à créer leurs sociétés offshore, trusts et comptes bancaires. Ces documents font partie des 2,5 millions de documents fuités dits « OffshoreLeaks » que l'ICIJ a décodés avec l'aide de plus de cinquante partenaires de presse en Europe, en Amérique du Nord et autres régions. Mais les détails concernant la Chine et Hong Kong n'avaient jusqu'ici pas été révélés.

### Toutes les facettes de la Chine apparaissent en offshore

Les données montrent la dépendance démesurée de la seconde économie mondiale envers de petites îles situées à des milliers de kilomètres. Alors que le pays est passé d'un système communiste replié sur lui-même à un système hybride capitalo-socialiste, la Chine est devenue un marché de pointe pour les paradis offshore qui favorisent le secret et la niche fiscale. Dans ces dossiers apparaissent toutes les facettes de l'économie chinoise, du pétrole à l'énergie verte, des extractions minières au commerce des armes.

Les officiels chinois ne sont pas tenus de dévoiler publiquement leur patrimoine et, jusqu'à présent, les citoyens sont restés largement ignorants de l'économie parallèle à laquelle ont accès les

puissants pour échapper aux impôts et garder secrètes leurs opérations. Selon certaines estimations, depuis 2000, entre 750 à 3.000 milliards d'euros de patrimoine secret auraient quitté la Chine.

La fortune croissante de l'élite chinoise, qu'elle soit ou non offshore, « n'est peut-être pas strictement illégale », mais est souvent liée à « un conflit d'intérêts et à l'usage couvert de la puissance gouvernementale », dit Minxin Pei, expert en sciences politiques au Claremont McKenna College de Californie. Avec une réelle transparence, la population chinoise aurait une bien meilleure idée du niveau de corruption du système (et de) quel niveau de patrimoine a été amassé par les officiels gouvernementaux via des moyens illégaux.

La corruption de haut niveau est un enjeu politiquement sensible en Chine alors que l'économie décline, et que le fossé entre riches et pauvres continue à s'élargir. Les dirigeants s'en sont pris aux journalistes qui ont mis au jour la fortune cachée des officiels de haut rang et de leur famille, ainsi qu'aux citoyens qui ont demandé que les officiels gouvernementaux dévoilent leur patrimoine personnel. En novembre, une rédaction de Chine continentale occupée à analyser avec l'ICIJ les données offshore chinoises, s'est retirée de ce partenariat, expliquant que les autorités l'avaient mise en garde contre la moindre publication de ces informations. C'est cette censure d'État que souhaite contrer la publication que vous découvrez aujourd'hui. ■



Les documents OffshoreLeaks concernent surtout la Chine. ©

## les milieux d'affaires Aucun secteur n'est épargné

L'un des Chinois les plus en vue qui se soit converti à l'offshore fin des années nonante est Fu Liang, fils de Peng Zhen, l'un des « Huit Immortels » du Parti communiste et l'un des hauts dirigeants de l'Assemblée populaire dans les années quatre-vingt. Les documents montrent que Fu - qui a investi dans des clubs nautiques et des parcours de golf - contrôlait au minimum cinq sociétés établies aux îles Vierges entre 1997 et 2000. Il a utilisé l'une d'elles, South Port Development Ltd, pour acquérir un hôtel aux Philippines en 2000. Mais les documents mettent aussi au jour de nombreuses fortunes bien moins célèbres hors de Chine. Quelques exemples :

**Yan Huaiyan** UBS Hong Kong a aidé la femme la plus riche de Chine, Yang Huiyan, dont le patrimoine net est estimé à 6 milliards d'euros, à établir en 2006 une société aux îles Vierges. M<sup>me</sup> Yang, qui a hérité de son père une fortune immobilière, n'a pas répondu aux questions concernant sa société offshore Joy House Enterprises Ltd.

**Zhang Xin** L'année suivante, UBS recommanda à TrustNet une autre milliardaire immobilière chinoise, Zhang Xin. Zhang, fondatrice de Soho China, une société qui a remodelé l'essentiel du skyline de Pékin, a récemment fait les gros titres pour avoir acheté au prix de 19,2 millions d'euros une maison de ville de Manhattan. Par le truchement d'un représentant, Zhang a refusé de répondre aux questions concernant sa société des îles Vierges, Commune Investment Ltd, une raison sociale similaire à celle de sa luxueuse boutique-hôtel de Pékin, la « Commune près de la Grande Muraille ».

**Li Jinyuan** Magnat du commerce et mécène, Li Jinyuan, dont la fortune nette était évaluée en 2011 à 886 millions d'euros, était le directeur de sept sociétés des îles Vierges que PricewaterhouseCoopers l'a aidé à établir en 2004 et 2008. Selon les documents en notre possession, ces offshore sont liées à son conglomérat, Tiens Group, qui a des intérêts dans la biotechnologie, le tourisme, l'e-commerce et l'immobilier.

**Wei Jianghong** Parmi les clients de TrustNet qui ont créé des offshore se trouvent deux membres actuels de l'Assemblée nationale populaire, le Parlement chinois. Wei Jianghong, qui représente dans l'Assemblée la province d'Anhui tout en étant

le président de la société publique Tongling Nonferrous Metal, apparaît comme directeur de la Ton Guan Resources Holdings, une société offshore des îles Vierges créée en 2006. En 2007, la société publique Tongling a utilisé l'offshore Tong Guan pour investir 7,4 millions d'euros dans un projet de site de traitement du cuivre implanté au Chili et dont le capital global était de 37 millions d'euros.

**Ma Huateng** Un autre délégué siégeant dans l'Assemblée nationale populaire et possédant des holdings offshore est Ma Huateng, fondateur de la principale société chinoise de tchat en ligne, Tencent. Ma pèse 7,4 milliards d'euros et est classé n°5 dans la liste Forbes des milliardaires de Chine. En 2007, il est devenu directeur de TCH Pi Ltd, une offshore des îles Vierges, aux côtés de son collègue Zhang Zhidong, cofondateur de Tencent. Une porte-parole de Ma a déclaré que TCH Pi est une société de Tencent qui « n'a rien à voir avec (Ma ou Zhang) personnellement », mais la société n'apparaît pas dans les documents officiels de Tencent et son objet n'est pas clair.

Pour la Chine, les choses ont terrible-



Zhang Zhidong, cofondateur du géant de l'internet Tencent. © JESUS PEREZ

ment changé depuis qu'elle a mis le premier doigt dans le monde des offshore au début des années nonante. Le pays est bien plus riche, et les centres offshore servent de plus en plus de couloirs, non seulement pour le capital « carrousel » qui sort du pays puis y rentre, mais aussi pour les investissements lointains et l'accès aux marchés des métaux, minerais, et autres ressources.

Les défenseurs de cette attirance pour l'offshore disent que ce système a aidé à renforcer l'économie chinoise. « Je pense qu'il faut regarder la réalité en face, les capitaux chinois se dispersent. Je pense que c'est en fait une bonne chose, dit Mei Xinyu, chercheur au ministère chinois de l'Industrie. Bien entendu, je soutiens l'idée qu'une société devrait être créée selon le droit du pays qu'il héberge. Mais si le pays hôte ne peut fournir l'environnement adéquat, alors créer la société dans un centre offshore est un choix pratique. »

Avec des marchés chinois qui sont souvent muselés par des interdits et l'interventionnisme du gouvernement, créer de l'offshore peut faciliter la manière dont le commerce est mené, remarque William Vleck, auteur de *Finance offshore et petits Etats : souveraineté, taille et argent* (Offshore Finance and Small States : Sovereignty, Size and Money). Cependant, il existe aussi des preuves que beaucoup de particuliers et sociétés chinoises ont utilisé des sociétés offshore pour mener des actions contraires à la morale ou illégales :

**Zhang Shuguang** En septembre, Zhang Shuguang, un ancien cadet de haut niveau des chemins de fer chinois, a plaidé coupable dans un dossier où il était accusé d'avoir siphonné 2,8 milliards de dollars dans des comptes offshore. Un rapport interne au gouvernement, diffusé par la Banque de Chine, révèle que des officiels publics - dont des dirigeants de sociétés gouvernementales - avaient détourné et sorti de Chine plus de 120 milliards de dollars depuis les années quatre-vingt, dont certains sont sortis via les îles Vierges.

**Song Jun** En 2000, Portuallis TrustNet a aidé le géant de la construction navale, la société publique Cosco, à créer une offshore aux îles Vierges. Parmi les nombreux directeurs de cette société Cosco Information Technology Ltd s'est trouvé l'actuel président du groupe Cosco, Ma Zehua, ainsi que Song Jun, un cadre qui

sera poursuivi en 2011 pour détournement et corruption. Après que Cosco a envoyé Song superviser une de leurs filiales sur l'île de Qingdao en 2001, les tribunaux soutiendront qu'il créa un faux partenariat sous forme d'offshore aux îles Vierges, et l'a utilisé pour siphonner des millions lors de la construction du Cosco Plaza, un hôtel cinq étoiles de Qingdao. L'agence de presse d'Etat *Chine Nouvelle* a écrit qu'il a détourné six millions de dollars (4,4 millions d'euros), empêché un million de dollars en dessous-de-table provenant d'un partenaire d'affaires taïwanais et, avec ces sommes, acheté 37 appartements à Pékin, Tianjin et Qingdao. Son procès a été ajourné, aucun jugement n'a été rendu public.

**Li Hualin** Contaminée par la corruption, l'industrie pétrolière chinoise - qui a récemment été la cible d'enquêtes judiciaires menant à la suspension de hauts cadres pétroliers - est l'un des grands acteurs du monde de l'offshore. Les trois grandes sociétés publiques pétrolières chinoises, qui figurent parmi les plus vastes sociétés au monde, sont liées à des dizaines d'offshore des îles Vierges britanniques qui apparaissent dans les dos-



Yang Huiyan, femme la plus riche de Chine, a investi dans des offshore. © JP

siers de l'ICIJ. L'ancien dirigeant de PetroChina, Li Hualin, qui a été déposé en août après avoir été placé sous enquête pour de « graves violations de la discipline » - une périphrasie souvent utilisée par le parti pour désigner la corruption - était directeur de deux sociétés offshore, montrent nos dossiers.

**Huang Guangyu** Parmi d'autres personnes à avoir eu recours aux offshore se trouve Huang Guangyu, autrefois l'homme le plus riche de Chine. Les documents de l'ICIJ montrent que lui et son épouse Du Juan ont amassé pas moins de 31 offshore aux îles Vierges entre 2001 et 2008, cependant qu'ils développaient en Chine la plus large chaîne de vente au détail de matériel électronique. Le mari, Huang, a été condamné à 14 ans de prison en 2010 après que les tribunaux chinois l'ont reconnu coupable de délit d'initié, corruption et manipulation des cours. L'épouse, Du Juan, a été inculpée de charges similaires mais a été libérée en 2010 après avoir purgé une brève détention.

Bien que Huang soit en prison et que nombre de ses actifs soient gelés, son empire commercial survit aujourd'hui au travers de son réseau de sociétés offshore. En 2011, l'une de ses sociétés basée aux îles Vierges, Eagle Vantage Assets Management, a d'ailleurs fait offre pour le rachat d'un ancien porte-avions britannique que Huang voulait transformer en centre commercial de luxe (les Britanniques ont finalement décidé de détruire le navire). Huang possède toujours plus de 30 % de Gome, sa société de vente de biens électroniques, via deux de ses offshore, Shining Crown Holdings et Shine Group.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que les autorités chinoises travaillent désormais à remettre la main sur les flux de patrimoine privé détenus offshore. De nouvelles règles, entrées en vigueur ce 1<sup>er</sup> janvier, obligent les Chinois à déclarer leurs avoirs étrangers. La détermination avec laquelle la Chine se joindra à l'effort global de réforme du système offshore mondial pourrait avoir un grand impact sur la volonté actuelle de réforme au niveau planétaire. La Chine est l'un des grands marchés mondiaux de l'offshore. ■

► P.3 LE GRAND BOND DE PÉKIN VERS LES PARADIS FISCAUX

## le parti La « noblesse rouge » planque ses billets verts

Le Comité permanent du Bureau politique du Parti communiste chinois est un groupe tout-puissant de sept hommes (autrefois neuf) qui dirigent le Parti communiste et le pays. Les documents obtenus par l'ICIJ montrent que les parents d'au moins cinq des membres ou ex-membres de ce cercle très restreint ont créé des sociétés dans les îles Cook ou dans les îles Vierges britanniques.

Ainsi 50 % de la société Excellence Effort Property Development, créée aux îles Vierges, est détenue par le beau-frère du président Xi Jinping, Deng Jiagui. Époux de la plus âgée des sœurs du président, Deng est un promoteur immobilier multimillionnaire, et un investisseur dans le secteur des métaux rares utilisés dans la téléphonie mobile et autres réalisations électroniques. L'autre moitié des parts de cette société appartient à une autre société des îles

Vierges, détenue par Li Wa et Li Xiaoping, deux magnats de l'immobilier qui ont fait la « une » en juillet en emportant un marché immobilier commercial de deux milliards de dollars à Shenzhen.

Depuis qu'il s'est emparé en 2012 du sommet du Parti communiste, Xi Jinping a tenté d'améliorer son image avec une campagne anticorruption agressive, promettant de poursuivre les officiels corrompus, qu'il s'agisse des « mouches » de bas étage ou des « tigres » de haut vol. Cela ne l'a pourtant pas empêché d'écarter un mouvement citoyen qui appelait les officiels à déclarer publiquement leurs patrimoines.

Wen Jiabao, qui a quitté en 2013 son poste de Premier ministre après une décennie au pouvoir, s'est lui aussi profilé comme un réformateur, cultivant l'image d'un grand-père inquiet pour les pauvres de Chine. Les fichiers offshore de l'ICIJ révèlent que le fils de Wen, Wen Yunsong, a créé en

2006 une société aux îles Vierges, Trend Gold Consultants, avec l'aide du bureau de Hong Kong du Crédit Suisse. Wen Yunsong était l'unique directeur et actionnaire de la société, qui a été dissoute en 2008.

Des structures basiques de sociétés sont souvent créées juste pour ouvrir des comptes en banque au nom de la société offshore, ce qui aide à dissimuler la relation au véritable propriétaire du compte. Les documents n'expliquent pas clairement à quoi a été utilisé Trend Gold Consultants. Capitaliste formé aux États-Unis, Wen Yunsong est le cofondateur d'une société d'investissement axée sur la Chine et, en 2012, il est devenu le président de la société China's Satellite Communications Co., une société publique qui a pour ambition de devenir le plus grand opérateur satellite d'Asie.

Les dossiers de l'ICIJ éclairent aussi le rôle joué par les îles

Vierges dans un scandale impliquant la fille de Wen Jiabao, Wen Ruchun, aussi connue sous le nom de Lily Chang. Le *New York Times* avait affirmé que JPMorgan Chase & Co avait payé 1,8 million de dollars (1,32 million d'euros) en honoraires de consultation à une société qu'elle contrôlait, Fullmark Consultants. Les régulateurs financiers américains enquêtent sur cette relation dans le cadre d'une présomée instrumentalisation de la « noblesse rouge » par la banque, afin d'accroître son influence en Chine. Fullmark Consultants a été créée de manière à occulter le lien entre Wen Ruchun et la société. C'est son mari, Liu Chunhang, ex-gourou de la finance auprès de Morgan Stanley, qui a créé Fullmark Consultants aux îles Vierges en 2004 et qui en a été le seul directeur et actionnaire jusqu'en 2006, année où il a pris un emploi gouvernemental... dans l'agence qui régule l'industrie bancaire chi-

noise. Liu a alors transféré le contrôle de la société à un ami de famille de Wen, Zhang Yuhong, une riche femme d'affaires et collègue du frère de Wen Jiabao. Le *Times* a aussi rapporté que Zhang a aidé à contrôler d'autres pans du patrimoine familial de Wen, notamment dans le domaine du diamant et de la bijouterie.

« Dégouté par sa famille » En 2007, un câble du Département d'État US répercutait le tuyau d'un informateur selon lequel le premier Wen était « dégoûté par les activités de sa famille » et que « la femme de Wen et ses enfants ont la réputation de personnes qui savent obtenir que les choses soient faites pour un bon prix ».

Le câble, qui figure parmi ceux révélés par WikiLeaks, rapportait que les proches de Wen « ne prennent pas nécessairement des dessous-de-table (mais) sont susceptibles de recevoir des "hono-

raires de consultance" exorbitants ». Les dossiers de sociétés offshore révèlent encore des créations de sociétés par des parents de Deng Xiaoping, de l'ex-Premier Li Peng et de l'ex-président Hu Jintao. Des sinologues affirment que la richesse croissante et les intérêts commerciaux des « princes-héritiers » - y compris les holdings offshore - sont une menace sérieuse pour le Parti communiste, mais que les dirigeants sont trop impliqués pour pouvoir arrêter le mouvement. « Quel est l'intérêt de diriger le Parti communiste si vous ne pouvez pas obtenir un ou deux milliards pour votre famille ? », dit Steve Dickinson, avocat américain basé en Chine qui a enquêté sur des fraudes impliquant des sociétés des îles Vierges. « L'enjeu est énorme et a de terribles implications pour la Chine ; le fait que tout le monde évite le sujet et refuse d'en parler est compréhensible mais scandaleux. » ■

Des vacances de rêve aux Etats-Unis

Réservez jusqu'au 4 février  
Voyagez jusqu'au 3 avril

New York  
à partir de **€399\***  
aller-retour, taxes incl.  
economy

brusselsairlines.com  
ou votre agence de voyages

brussels airlines

\* conditions: voir site web











## 中国秘密离岸避税港

中国政府官员、太子党和富商如何为其资产避税

中国国家主席习近平已多次明确表示，要与腐败进行最彻底的斗争：一方面，在基层清理所谓贪污受贿的“苍蝇”，同时，在政府高层铲除权势强大的“老虎”。这位反腐斗士和人民公仆所推行的廉政措施多管齐下：在机关宴会上禁饮高档酒品，叫停奢侈名表广告。此外，更将这一政策落实到人——据说，在反腐斗争打响后，目前已有近108000余名政府官员落马。

然而，对于在中国早已议论已久的透明化，即向公众如实地公布当权者及其亲属所拥有的财产情况，习近平却至今只字未提。因为，若果真推行资产透明化，那么，习近平姐夫在避税天堂英属维尔京群岛注册的公司便将天下皆知。

境外避税地所泄露的机密文件显示，近年许多中国高层领导人的亲属与英属维尔京群岛及其它海外避税港的匿名注册公司有密切联系。该机密文件除列出习近平的姐夫外，中国国务院总理温家宝的儿子和女婿也榜上有名，此外，亦有中国前总理李鹏之女、前任主席胡锦涛的表外甥、邓小平的女婿及其他众多太子党。

同时，该文件还罗列出许多人大代表及中国的顶尖富商——其中有至少15位名列美国福布斯财富排行榜，此外，曾在贪污丑闻中落马的各国企业的高层领导更是数不胜数。

这份文件证明了中国政治精英们如何穷心竭力地将其违规财产淹没于公众的视线之下。而另一方面，许多西方知名企业也在暗中推动着避税港的构建和运营，其中包括德意志银行、瑞士银行及瑞士信贷集团等。

两年前，美国华盛顿国际调查记者联盟 (The International Consortium of Investigative Journalists, 简称“ICIJ”) 通过匿名渠道获得了上述中国相关的机密文件，而其却也只是冰山一角。随着去年4月对离岸机密文件的大规模披露，尤其是德国南德意志报和北德电台的相关报道，首度引发全球廉政调查的浪潮，致使大批银行高管及高层政要纷纷辞职。而过去几个月，一个国际工作组已在香港展开对中国相关数据资料的清查工作，宣告第二次大规模调查行动的开始。

此次清查所用的文件资料同样来自专为离岸公司提供金融服务的两家公司，分别为新加坡保得利信普通 (Portcullis Trustnet) 及维尔京群岛英联邦信托公司 (Commonwealth Trust Ltd)。调查组审查了来自中国大陆及香港地区的21000多家离岸公司。保得利信普通公司的业务焦点在于亚洲市场，其离岸金融框架尤其适合存放中国资产，可避开商业合伙人、中国政府及公众的视线。而即使被发现，该框架亦可基于避税港的当地法律政策，为资产提供全面的保护措施。

倘伴在避税港中的当然不只“红色贵族”的后裔，更有众多商业精英。无论从石油工业到环保能源，亦或矿业开采及军火贸易，似乎中国的每个行业领域都与此有染。这里对公司的匿名化机制令中国公众无法得知其政府要员们是如何不留痕迹地将财产转移至海外。有人推测，自2000年以来，从中国流出的资产金额已高达1至4万亿美元。

无特殊许可，中国公民每年的境外汇款额度不得超过5万美元，但却有许多办法规避这一政策。这些钱常常很快又会流回中国——英属维尔京群岛俨然已成为中国的最大投资商。仅2012年，在维尔京群岛注册的公司向中国的汇款额就高达3200亿美元，几乎是所有美国及日本公司在华投资总额的两倍。而其中大部



Photos: DPA, AFP

分资金均为非法所得，其经过维尔京群岛的洗礼后便又堂而皇之地回流故里。中国的商务精英们高额的洗钱活动，甚至引发中国银行的不满，并在其2011年的财报中指出，贪污腐败的经理人把“空壳公司”用做便利的“掩护”。

克莱蒙特麦肯纳学院 (Claremont McKenna College) 政府学教授裴敏欣认为，显然并非来自中国的资产都是非法资金，但若长期没有透明机制，中国公众便无从得知“政府高官们究竟聚敛了多少非法所得。”



而中国政府似乎宁愿不要透明，因为这有可能煽动起民众的愤怒，毕竟世界上几乎没有一个国家如中国一样拥有如此悬殊的贫富差距，这正是所谓的“社会矛盾的导火索”，对于政府高官隐形资产的报道自然也最好消失。毕竟舆论对于高官子弟糜烂的生活、奢侈的聚会、醉驾事故和强暴事件的口诛笔伐已经足够烦心，难得清闲了。还有：只要哪个中国记者对此进行调查，就要准备好献出终生自由。国际调查记者联盟的调查组中除了来自香港明报、台湾天下杂志、南德意志报和汉堡北德电台的记者外，还有中国媒体的记者（为保护其人身安全，在此不便提及姓名）。调查开始几个月后，该中国媒体便被迫撤回其工作人员，因为中国当局已经对其发出警告：不得对这一有恶劣影响的事件进行任何报道。一位中国记者在退出时解释说，“有证据显示我们的报道人员正被密切监视，而且

当局有可能会采取进一步措施。”

西方媒体的记者则需面对别种危险：官方当局的频频滋扰，甚至有可能被驱逐出境。纽约时报和彭博社的记者已被驳回其在华长期居留签证，原因显然在于其曾报导过这一禁题：“太子党”和中共高官的资产。

作为首家对习近平家族资产进行调查的媒体，彭博社得出了惊人的结论：习近平的亲属所进行的商业投资总额竟高达3.76亿美元，主要集中在豪华住宅和公司持股。其投资活动开始于90年代初。在习近平之父——习仲勋退出中国政坛后不久，习近平的姐姐齐桥便分别在北京、深圳和香港购入百万豪宅。在披露的离岸公司机密文件中，亦出现了齐桥的丈夫，也就是习近平的姐夫——邓家贵的名字。文件显示，邓家贵为“Excellence Effort Property Development Limited”公司的总经理及持股人，该公司于2008年3月在维尔京群岛注册成立。邓家贵仅拥有公司一半股权，另一半则由另两位借房地产暴富的股东持有——这两位房地产大亨曾在今年6月在深圳获得中国政府对两块土地高达20亿美元的补贴，当时引得舆论一片哗然。

没有证据显示，习近平与上述房产、奢侈商品及公司持股等活动存在任何明显且直接的关系，并且相较之下，习近平在众人眼中似乎对奢侈品及财富并不感兴趣。但许多政府领导人均用这种方式中饱私囊，即通过其亲属经营聚敛而来的财产。去年，离岸公司机密文件披露了多个类似情况，如阿塞拜疆总统阿利耶夫的女儿、前菲律宾独裁者费迪南德·马科斯之女及前哥伦比亚领导人阿尔瓦罗·乌里韦的子女。

另外，当权政治领导人也不可能自己建立离岸公司，多数离岸公司的金融服务商不愿因此引来不必要的麻烦，便会通常直接拒绝所谓的“政界名流”。

中国国务院前总理温家宝也如法炮制，在中国离岸公司文件中不仅其子温云松，其女婿刘春航均记录在案，两人均为维尔京群岛两家公司的总经理及持股人。

与中国其他政治高官的子女一样，温家宝的子女也在美国留学多年。据

纽约时报报导，其女温如春在美国化名常丽丽，就职于一家名为“Fullmark Consultants”的咨询公司，该公司收取西方欧美企业巨额佣金，为其对华贸易提供支持，而这类贸易的成功往往需要获得中国国有企业的眷顾与配合。这家咨询公司的所有人却显得扑朔迷离。据离岸公司机密文件显示：“Fullmark Consultants”咨询公司于2004年8月在英属维尔京群岛注册成立，公司所有人为刘春航，即温如春的丈夫。而常丽丽这一化名也出现在该机密文件中，但却极不明显。2009年8月，Fullmark公司的服务供应商电子邮件中显示抄送收件人为：常丽丽。

此外，该机密文件还证明，该公司曾获瑞士银行支持并最终将公司所有权转至温家密友张玉红名下，据纽约时报调查，该人似乎为温家的莫知许有的代理人，并多次出现在如钻石及珠宝交易中。另外，温家宝的长子温云松还在瑞士信贷集团的帮助下，于2006年9月建立名为“Trendgold Consultants Limited”的公司，至于温云松（常自称：Winston Wen）建立该公司的目的和公司业务至今仍未从得知。尽管南德意志报及其国际调查组成员曾一度直接与温家及习家亲属取得联系并询问相关情况，但至今仍尚未获得其任何回复。机密文件记录的其他“红色贵族”还包括中国前国家主席胡锦涛的表外甥，以及一代传奇人物邓小平的女婿，更牵连至建国功臣、将军及其他政要高官，如人大副主席和总理。同样，前国家总理李鹏之女李小琳也被记录在机密文件中。李小琳被美国福布斯排行榜誉为全球最有影响力的50个女商人之一，其拥有一家国有集团的子公司。其父李鹏曾主持发动了天安门惨案，因此亦有“天安门大屠杀的元凶”之称。“太子党”们数不胜数的匿名空壳公司藏匿着惊人听闻的秘密，要一一揭秘实为不易，更何况要侦查那些尚未落马的高管权贵更是难上加难。

这一结构体系常为非法敛财所利用，而在中国，这样的行径，视情况严重程度，当事人甚至会面临死刑。2007年，曾有一家中国公司的老板因涉嫌进行增值税诈骗而被判死刑。但“红色贵族”们似乎高枕无忧——他们活在一个永远被保护的世界里。



Mittwoch  
22. Januar 2014

Fr. 3.50, Ausland: € 3.00 / AZ 8021 Zürich  
122. Jahrgang Nr. 17

**Pioniere** Wer hats erfunden?  
WC-Ente, Maggi und MRI:  
Ein Buch versammelt wichtige  
Zürcher Errungenschaften. 22

**Katar** Das Emirat investiert  
in den Pferdesport, Geld spielt  
keine Rolle. Ein Schweizer  
leistet Entwicklungshilfe. 43

**Bühne** Sie tanzt mit  
vollem Körpereinsatz.  
Nun kehrt Meg Stuart  
nach Zürich zurück. 23



## Der Durchbruch



Foto: Rick Rycroft (AP, Keystone)

Stanislas Wawrinka besiegt Novak Djokovic nach harzigem Start in fünf Sätzen und steht am Australian Open in den Halbfinals. Dort trifft er auf Tomas Berdych - und ist Favorit. Roger Federer spielt heute gegen Andy Murray. - *Kommentar und Berichte Seite 44, 43*

## Heute

### Schweiz EU könnte die volle Öffnung am Gotthard erzwingen

Die ständerätliche Verkehrskommission stimmte gestern mit 7:6 für eine zweite Gotthardröhre. Die Tunnel sollen aber nur je einspurig befahren werden dürfen. Gegner warnen allerdings, dass es der EU wegen des Landverkehrsabkommens gelingen werde, die volle Öffnung beider Röhren zu erwirken. - *Seite 4*

### Unfall Partner des Schweizer Botschafters fährt Kind an

Obwohl sich der Fall bereits letzten Juni ereignete, wurde er erst jetzt publik. Der Lebensgefährte des Schweizer Botschafters in der argentinischen Hauptstadt Buenos Aires hat mit dem Auto einen 14-jährigen Jungen auf dem Schulweg angefahren und verletzt. - *Seite 12*

### Zürich Regelrechte Schlammschlacht um Radio 105 entbrannt

Zwei Grosse balgen sich um die Übernahme des finanziell angeschlagenen Jugendradios 105: Roger Schawinski (Radio 1) und Daniel Büchi (Radio Energy). Die beiden Konkurrenten belassen es freilich nicht bei Übernahmeangeboten, sondern greifen sich verbal - und dabei auch persönlich - heftig an. - *Seite 17*

### Wirtschaft Novartis streicht in Basel bis zu 500 Stellen

Novartis steht vor einem Umbau, der auch mit Entlassungen verbunden sein dürfte: Am Hauptsitz Basel will der Pharmakonzern dieses Jahr rund 500 Stellen abbauen. Gleichzeitig sollen aber in der Region ähnlich viele Arbeitsplätze neu geschaffen werden. - *Analyse Seite 39*

## Kommentare & Analysen

### «Aus spiessigem Bünzli-Rassismus macht Viktor Giacobbo kühnes Heldentum.»

Samuel Schwarz und Raphael Urweider zur Debatte über Humor und Rassismus. - *Seite 9*

## Service

Wetter	10
Leserbriefe	11
Todesanzeigen	20
Veranstaltungen	26
Fernsehprogramme	28, 29
Rätsel	33
Börse	40

## Heikle Geschäfte der CS mit Kindern von Chinas Premier

Die Credit Suisse unterhielt gute Beziehungen zum Sohn und zur Tochter von Regierungschef Wen Jiabao. Die Bank erhielt privilegiert Marktzugang.

### Von Titus Plattner, François Pilet, Oliver Zihlmann und Thomas Knellwolf

Schweizer Grossbanken haben enge Bande zu Familienmitgliedern der obersten Führungsriege der Volksrepublik China geknüpft. Dies zeigen Recherchen im Rahmen des Offshore-Leak-Projekts.

Das International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) ist auf fast 22 000 Kunden aus China mit Finanzkonstrukten in Steuerparadiesen gestossen. Darunter finden sich 15 der reichsten Chinesen, aber auch Mitglieder des Nationalen Volkskongresses, Manager von Staatsfirmen, die in Korruptionsskandalen verwickelt sind, sowie enge Verwandte von fünf aktuellen und ehemaligen Angehörigen des siebenköpfigen Politbüros. Der Schwager des amtierenden Präsidenten Xi Jinping figuriert als Geschäftsführer und Aktionär einer diskreten Gesellschaft auf den Britischen Jungferninseln.

Geschäfte mit den Familien der mächtigsten Institution im Riesenreich pflegen auch die Credit Suisse und die UBS: Die CS liess 2006 für den Sohn des damaligen Premierministers Wen Jiabao eine Firma in einem Steuerparadies einrichten. Zuvor hatte die Credit Suisse

First Boston die Tochter an ihrem Standort in Peking angestellt.

Der so gut vernetzten Bank gelang im Juni 2005 ein Schritt, der zuvor keinem westlichen Finanzinstitut gelungen war: der Eintritt in das attraktive Private-Banking-Geschäft im bevölkerungsreichsten Land - dank eines Joint Ventures mit der staatlichen Industrial and Commercial Bank of China. «Das riecht nach Korruption und Vetternwirtschaft», sagt die Luzerner Bankenprofessorin Monika Roth.

Die amerikanische Börsenaufsicht SEC untersucht, ob die Personalpolitik global tätiger Banken in China - gerade bei der Tochter Wen Jiabaos - korrupte Züge angenommen hat. Vorgeworfen wird Finanzinstituten, sie hätten Angehörige der Machthaber der Volksrepublik zu grosszügigen Konditionen mit Arbeitsverträgen und Beratermandaten ausgestattet. Im Fokus der US-Behörde stehen gemäss der «New York Times» auch die Credit Suisse und die UBS. Die Offshore-Leaks-Daten zeigen, dass auch die zweite Schweizer Grossbank in Kontakt stand mit einer Gesellschaft der Tochter Wen Jiabaos auf den Britischen Jungferninseln.

*Kommentar Seite 2, Berichte Seite 2, 3*

## Syrien: Alle Hoffnungen ruhen auf dem UNO-Gesandten Brahimi

Nach gut drei Jahren Bürgerkrieg und mehr als 130 000 Toten soll eine Syrien-Konferenz in der Schweiz die Weichen für eine Friedenslösung stellen. Heute starten die Gespräche in Montreux, die Beobachter als letzte Chance der internationalen Diplomatie in dem Konflikt bezeichneten. Unmittelbar vor Beginn des Treffens erhoben Menschenrechtler schwere Foltrevorwürfe gegen das Regime des syrischen Präsidenten Bashar al-Assad. Derweil laufen die Vorbereitungen in der Romandie: Sowohl rund um

das Hotel Palace in Montreux als auch auf dem Flughafen Genf-Cointrin herrscht die höchste Sicherheitsstufe. UNO-Generalsekretär Ban Ki-moon leitet heute die Eröffnungskonferenz in Montreux; die eigentlichen Verhandlungen ab Freitag in Genf moderiert der internationale Syrien-Gesandte Lakhdar Brahimi, von dem der Genfer Soziologieprofessor Jean Ziegler sagt: «Wenn einer es schafft, eine Übergangsregierung ohne Assad zu etablieren, dann ist es Brahimi.» (TA) *Interview und Berichte Seite 6, 7*

## Stadtpolizei Zürich kauft zwei Drohnen

Sie kosten 50 000 Franken und sollen der Stadtpolizei Zürich fortan zur Aufklärung dienen: Zwei unbemannte Multicopter mit Kamera. Der Fliegende Fotoapparat oder kurz FFA, wie er im Polizeijargon genannt wird, macht Luftaufnahmen von Endsituationen bei Verkehrsunfällen und dient der Vermessung von Gebäuden. Der Einsatz bei Massenveranstaltungen ist tabu. Polizeivorsther Richard Wolff (AL) hat selbst am Dienstreglement mitgearbeitet. Die lauteste Kritik an den «anonymen Spähinstrumenten» kommt aus den eigenen Reihen. AL-Gemeinderat Walter Angst etwa spricht sich gegen den Ausbau technischer Überwachungsmassnahmen aus. (TA) - *Seite 13*

## Gewerkschafter klagt Migros und Coop an

Heute wird in Davos die Jahrestagung des Weltwirtschaftsforums (WEF) eröffnet, die bis Samstag dauert. Zu den Gästen und Referenten gehören zahlreiche Spitzenpolitiker, Zentralbanker, Wirtschaftsführer, Künstler und Intellektuelle. Eingeladen ist auch Philip Jennings, der Generalsekretär der internationalen Gewerkschafterorganisation Uni Global Union. Jennings will die mediale Aufmerksamkeit am WEF dazu nutzen, Migros und Coop anzuprangern. Er stösst sich daran, dass beide sich weigerten, das Bangladesh-Abkommen zu unterzeichnen, durch welches Arbeiter in Textilfabriken besser geschützt werden. (TA) *Interviews, Berichte zum WEF, Seite 35-37*



**Abo-Service** 044 404 64 64, www.tagesanzeiger.ch/abo  
**Redaktion** 044 248 44 11, redaktion@tages-anzeiger.ch, Werdstrasse 21, 8004 Zürich, Postadresse: Postfach, 8021 Zürich  
**Online** www.tagesanzeiger.ch, news@newsnet.ch

**Inserate** Tel. Annahme: 044 248 41 41 (Mo-Fr 8-12 und 13-17 Uhr), www.adbox.ch, inserate@tages-anzeiger.ch  
**Leserbriefe** www.tagesanzeiger.ch/leserforum

## Hintergrund

### Offshore-Leaks



#### Kommentar

Thomas Knellwolf, Leiter Recherchedesk, über die heiklen Praktiken der Schweizer Grossbanken in China.

## Ein Fall für die Finma

Schweizer Vermögensverwalter verteidigen ihr Geschäftsgebaren bis heute mit einem Lieblingsargument: Das Bankgeheimnis und andere Spezialitäten des helvetischen Finanzsektors schützten Verfolgte. Dies mag im Falle von Oppositionellen aus autoritären Regimes stimmen. Als Beleg mögen einige historische Einzelfälle (aus dem Zweiten Weltkrieg) und ein paar wenige aktuelle (Chodorkowski) dienen. Und trotzdem ist vieles davon Mythos.

Neue Enthüllungen aus dem Fundus von Offshore-Leaks deuten darauf hin, dass global agierende Banken bis vor kurzem kriminelle Strukturen schützten. Das gilt nicht nur für die schweizerischen - aber es gilt auch für sie. Trotz all der Anti-Geldwäscherei-Bemühungen der Schweiz. Undurchsichtige Offshore-Konstrukte ermöglichen es der korrupten Elite in China, Vermögen aus fragwürdigen Geschäften ausser Landes zu schaffen. So werden im kommunistisch-kapitalistischen Mischsystem die Mächtigen immer mächtiger, die Reichen reicher.

Dazu tragen Schweizer Unternehmen nicht nur durch ihre Tresor-

systeme bei. Sie wissen sich in der Volksrepublik China auch Vorteile zu sichern, indem sie die Gunst von Angehörigen der Machthaber erwerben. Vieles in den Offshore-Leaks-Enthüllungen deutet auf Vetternwirtschaft hin, die mit einer Stange Geld gefördert wird. Weniges darauf, dass die Banken ihre mit viel Eigenlob bedachte Weissgeldstrategie auch in Wachstumsmärkten mit letzter Konsequenz durchsetzen wollen.

Für die Schweiz und ihren Finanzsektor bringt das ein enormes Reputationsrisiko mit sich. Die US-Börsenaufsicht SEC hat wegen der mutmasslichen Beziehungskorruption Untersuchungen gegen die Banken aufgenommen. Die Finanzmarktaufsicht Finma darf nicht passiv bleiben. Sie muss die Deals der CS und der UBS mit Angehörigen der chinesischen Machthaber unter die Lupe nehmen - ungeachtet des Freihandelsabkommens des Bundes mit China, ungeachtet der Bemühungen der Schweiz, Europas Handelsplatz für die chinesische Währung Renminbi zu werden. Zu viel steht für unser Land auf dem Spiel.

## Angestellte aus gutem Hause

Viele westliche Firmen stellen Verwandte von Chinas Machthabern ein.

#### Von Titus Plattner

Bei der CS ist die Beschäftigung von Kindern und Kindeskindern der chinesischen Führungsriege, der «Prinzlinge», beinahe zur Gewohnheit geworden. Bevor die Bank die Tochter Wen Jiabaos anstellte, hatte sie Zhu Yunlai engagiert, den Sohn des Ex-Ministerpräsidenten Zhu Rongji (1998-2003). Nach eigenen Angaben arbeitete Zhu Yunlai zwischen 1996 und 1998 für die Credit Suisse First Boston in New York.

Später, 2005, war die Reihe an Janice Hu, Enkelin des ehemaligen Generalsekretärs der Kommunistischen Partei, Hu Yaobang. Die von Merrill Lynch Abgeworbene brachte die CS-Hierarchie durcheinander, als sie in der Investmentbanking-Abteilung zur Co-Leiterin des Teams Financial Institutions Greater China aufstieg.

Bei der UBS finden sich auch einige bekannte Namen. So hat die Bank bis 2005 George Li beschäftigt, den Sohn Ruihuan Lis, des Ex-Präsidenten der Politischen Konsultativkonferenz des chinesischen Volkes. Oder aber Nicholas Zhang, den Schwiegersohn Wang Yangs, der bis vor kurzem Vizeministerpräsident war - und vielleicht der wichtigste Politiker in der wohlhabenden Provinz Guangdong, die an Hongkong grenzt.

Margaret Ren, die Schwiegertochter des Ministerpräsidenten Zhao Ziyang (1980-1987) war tätig für Bear Stearns, Citigroup, BNP Paribas und Merrill Lynch. Li Wangzhi, der Sohn von Ex-Wirtschaftsminister Bo Xilai (2004-2007) arbeitete für Citigroup in Peking. Das Anheuern von «Prinzlingen» ist kein Monopol der Finanzbranche. Jeffrey Li, Sohn Li Ruihuans, eines Mitglieds des Ständigen Ausschusses des Politbüros der Kommunistischen Partei (1993-2003), war zwischen 2004 und 2009 Präsident von Novartis China.

Familiäre Verbindungen können entscheidend sein. In einer internen E-Mail beklagte sich ein J.-P.-Morgan-Mann aus Hongkong, seine Bank habe ein Geschäft an die Deutsche Bank verloren: «Sie hatten der Tochter des Vorsitzenden einen Sommerjob offeriert.»

## Oberste Limite: 50 000 Dollar

Vermögende Chinesen dürfen nur beschränkt Geld ins Ausland transferieren.

#### Von Christoph Giesen und Titus Plattner

Grundsätzlich dürfen chinesische Staatsbürger nur rund 50 000 Dollar pro Jahr an Devisen ins Ausland bringen. Viel zu wenig, um als chinesischer Staatsbürger bei einer Schweizer Bank einen erstklassigen Service zu bekommen. Summen, die darüber liegen, müssen von den Finanzbehörden genehmigt werden - und dafür braucht es eine wirklich gute Begründung. Um Geld aus China auf ein Konto im Ausland zu überweisen, nutzen deshalb viele korrupte Kader und Geschäftsleute illegale Wege.

Am beliebtesten sind Tricks mit Import- und Exportgeschäften. Dazu kaufen reiche Chinesen Waren auf dem Papier viel zu teuer im Ausland ein. Die Differenz zum Realpreis überweist der Verkäufer auf ein Konto im Ausland. Oder noch besser: auf ein Konto bei einer Offshore-Firma, hinter der sich der chinesische Staatsbürger versteckt.

#### Kleine Beträge aus der Schweiz

Abgesehen von Hongkong, das seit 1997 wieder zu China gehört, sind die Britischen Jungferninseln der grösste ausländische Direktinvestor im Land. Im Jahr 2010 flossen 6,1 Milliarden Dollar von dort in die Volksrepublik. Auf Platz 2 waren die Cayman Islands mit 3,5 Milliarden, gefolgt von Luxemburg mit 3,2 Milliarden. Zum Vergleich: Aus den USA wurden nur 1,3 Milliarden in China investiert, aus der Schweiz 27 Millionen.

Bei den Investitionen aus den Jungferninseln handelt es sich meist um chinesisches Geld, das zurückfliesst - häufig Schwarzgeld, das weissgewaschen ist. Oft bekommen die vermeintlichen ausländischen Investoren sogar noch einen Steuerbonus in China zugesprochen, schliesslich legen sie Geld in der Volksrepublik an.

Eine Offshore-Firma zu besitzen oder zu gründen, ist in China nicht illegal. Laut der Staatspresse werden chinesische Staatsbürger ab 2014 jedoch erstmalig erklären müssen, ob sie im Ausland Vermögenswerte oder Beteiligungen halten.

# Die Geschäfte der CS

Als die Schweizer Bank in China in das lukrative Private Banking einstieg, des damaligen Premiers Wen Jiabao. Jetzt ermitteln US-Behörden gegen

#### Von François Pilet und Titus Plattner

Im Jahr 2007 bereitete die eigene Familie dem chinesischen Premierminister Wen Jiabao Kopfschmerzen. Dies zumindest meldeten US-Diplomaten aus China nach Washington. In ihrer Depesche 622 aus Shanghai steht, die Frau und die beiden Kinder des Premierministers stünden im Ruf, für einen angemessenen Preis «die Dinge zu bewegen». Die Angehörigen würden sich für ihre Dienste zwar nicht unbedingt bestechen lassen, seien aber empfänglich für «exorbitante Beraterhonorare».

In der ganzen Angelegenheit spielten - wie hier zum ersten Mal nachgezeichnet werden kann - auch Schweizer Grossbanken eine Rolle. Sie haben Nachkommen der höchsten Würdenträger der Kommunistischen Partei Chinas geholt, Briefkastenfirmen in der Karibik aufzubauen. Nicht anders als Reiche aus dem Westen, haben die Kinder und Kindeskind der chinesischen Regierungsspitze Millionen von Dollar über Hunderte von Offshore-Gesellschaften auf den Britischen Jungferninseln, in Hongkong oder Samoa verteilt, um Steuern zu sparen oder gar illegale Geschäfte zu verbergen.

#### Der reichste Häftling Chinas

Eine Auswertung von Offshore-Leaks-Daten durch das International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) mit Sitz in Washington zeigt: Beinahe 22 000 Chinesen stehen in Verbindung mit Firmenkonstrukten in Steuerparadiesen. Unter ihnen figuriert etwa Huang Guangyu, einst reichster Mann Chinas, nun seit fünf Jahren im Gefängnis, verurteilt wegen Korruption und Börsenmanipulation. Im Datensatz finden sich 26 karibische Gesellschaften mit einer Verbindung zum Multimilliardär.

Es tauchen aber auch Angaben auf zu zwei Personen, die einen äusserst mächtigen Vater haben: Es sind der Sohn und die Tochter Wen Jiabaos, der von 2003 bis 2013 chinesischer Premierminister war. Die Dokumente enthüllen Verbindungen der Familie Wen mit der CS und der UBS. Diese Verbindungen zwischen den Angehörigen Wen Jiabaos und den Schweizer Banken wurden just in jenen Jahren intensiviert, als sich China für westliche Finanzinstitute zu öffnen begann.

Am 28. September 2006 hat Credit Suisse Hongkong die Gründung der Trend Gold Consultants Limited organisiert - einer Gesellschaft auf den Britischen Jungferninseln. Einziger Aktionär und Direktor der Briefkastenfirma in der

Dossier: Die Enthüllungen aus Offshore-Leaks [www.offshoreleaks.tagesanzeiger.ch](http://www.offshoreleaks.tagesanzeiger.ch)

Karibik war ein Sohn von Wen Jiabao, Wen Yunsong, wie Offshore-Leak-Dokumente belegen. Trend Gold diente Wen junior vermutlich dazu, über eine oder mehrere weitere Tarnfirmen bei der CS Konten zu halten, mit denen er nur schwer in Verbindung gebracht werden kann.

Winston Wen, wie er sich im Westen nennt, hat sich nach dem Ingenieurstudium in Peking in Kanada in Materialwissenschaft weitergebildet. An der Kellogg School of Management bei Chicago erwarb er anschliessend einen MBA in den USA. 2005 kehrte er nach China zurück. Winston, damals Anfang dreissig, wurde Mitbegründer des Investitionsfonds New Horizon Capital. Die CS begann wenig später, beste Beziehungen zu Wens Fonds zu pflegen.

Bei der Tochter Wen Jiabaos, Wen Ruchun, ging die Credit Suisse noch weiter.

Über ein Jahr lang, zwischen Ende 1999 und Mitte 2001, beschäftigte die Bank die Frau, die auch unter dem Pseudonym Lily Chang auftritt, in ihrer Pekinger Filiale. Quellen innerhalb und ausserhalb der CS haben die Anstellung von Wens Tochter bei der Credit Suisse First Boston bestätigt. Damals arbeiteten in China nur etwa 15 Personen für die Bank. Länderchef war Urs Buchmann. Wofür war Lily Chang im kleinen Team zuständig? Auf Anfrage wollten sich weder ihr ehemaliger Vorgesetzter Buchmann noch ihr damaliger Arbeitgeber äussern.

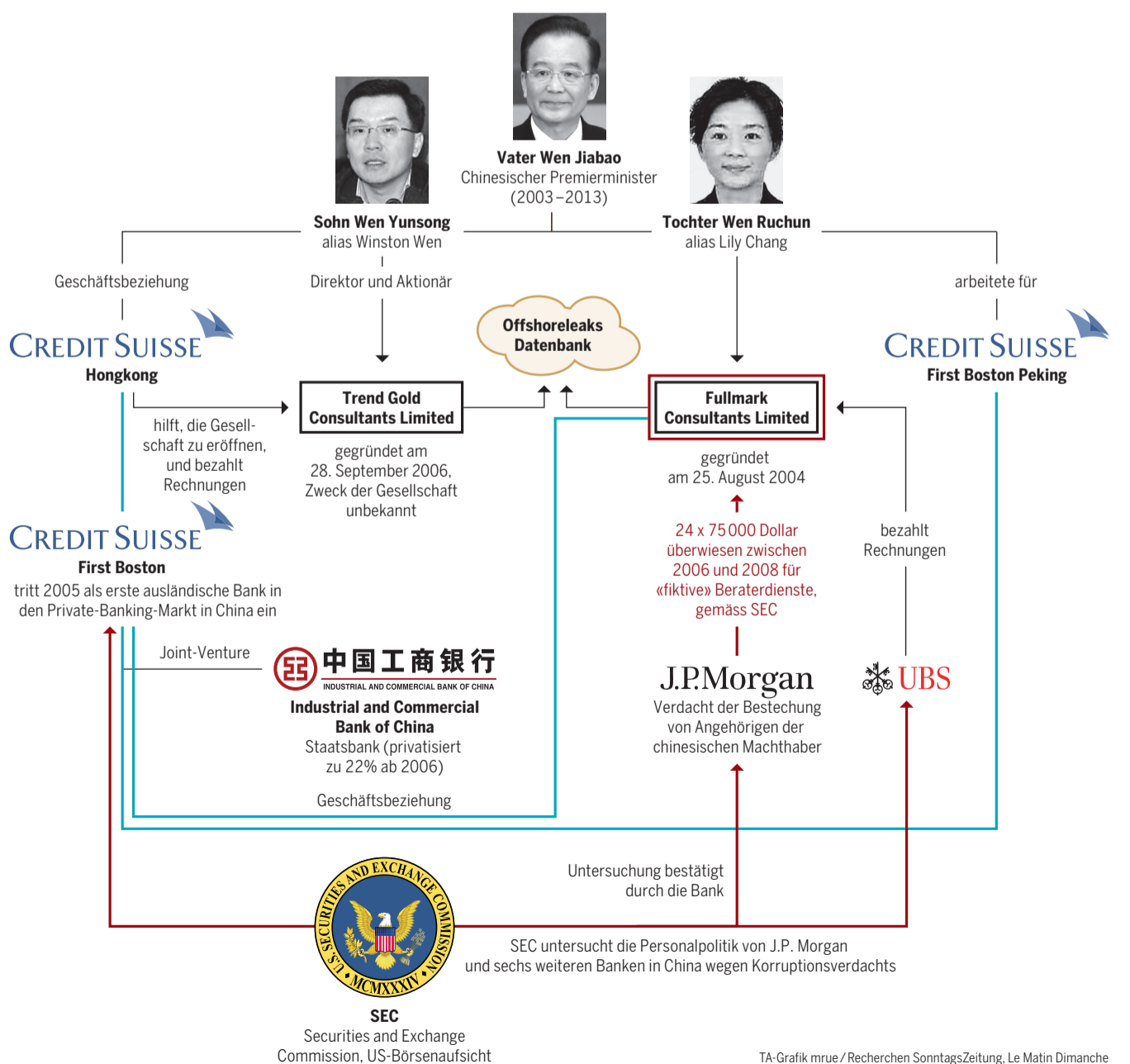
Fakt ist: Lily Changs Ehemann wurde 2006 in die mächtige China Banking Regulatory Commission berufen. Diese Kommission fällt milliardenschwere Entscheide - etwa darüber, für welche Geschäftszeile eine ausländische Bank zugelassen wird.

#### Erste auf dem Milliardenmarkt

Als die Verbindungen zwischen der CS und den beiden einzigen Kindern des Premiers vertieft wurden, schaffte es die Schweizer Bank, in den chinesischen Markt der Vermögensverwaltung einzutreten - als erste westliche Bank. Um dieses Ziel zu erreichen, hat die CS mit der staatlichen Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) eine gemeinsame Tochtergesellschaft aufgebaut: Das Joint Venture, gegründet im Juni 2005, erhielt den Namen ICBCCS.

Die Verhandlungen über die Kooperation geführt hatte Urs Buchmann, seit 1987 für die CS in China. Er spricht perfekt Mandarin, mit Pekinger Akzent und ist mit einer Hongkong-Chinesin verheiratet. Der damalige Schweizer Botschafter Dante Martinelli sagt mit Blick auf Mitte der Nullerjahre: «Buchmann hatte beste Beziehungen in Politik

## Die Schweizer Bankverbindungen der Familie Wen Jiabaos



# mit den Prinzlingen

unterhielt sie Geschäftsbeziehungen mit dem Sohn und der Tochter sieben Grossbanken - darunter Credit Suisse und UBS.



und Verwaltung.» Aufseiten der Chinesen waren die Gespräche mit den Schweizern ein Geschäft auf höchster Staatsebene.

## Man nennt sie «Prinzlinge»

Heute ist die Credit Suisse eine der führenden Banken auf dem chinesischen Markt, ihre Tochtergesellschaft ICBCS hat im Juni 2013 über 200 Milliarden Yuan verwaltet, umgerechnet rund 30 Milliarden Franken. Urs Buchmann wurde inzwischen zum «Head Corporate and Institutional Clients Asia Pacific» befördert.

Geschäftsbeziehungen, von denen die Familien der Machthaber profitieren, sind in China weit verbreitet. Die Kinder hoher Politiker nennt man deshalb «taizidang», «Prinzlinge». Die Söhne und Töchter lassen sich von multinationalen Konzernen aus dem Westen hofieren. Im Gegenzug ermöglichen sie den Unternehmen privilegierten Zugang

zum chinesischen Markt. Diese Vorgänge nähren den Verdacht von Korruption und Interessenkonflikten, was die Glaubwürdigkeit der Staatsmacht untergräbt.

Seit er im Jahr 2012 an die Spitze der Kommunistischen Partei Chinas gelangt ist, versucht Präsident Xi Jinping, seinen Ruf mit einer Anti-Korruptions-Kampagne aufzupolieren. Er verspricht, die Korruption im Staatswesen zu verfolgen, und zwar sowohl die kleinen Fische, die man in China «Fliegen» nennt, als auch die «Tiger».

Auf Vorgänge, wie sie das Staatsoberhaupt anspricht, sind inzwischen auch Behörden im Westen aufmerksam geworden. Das spürt derzeit Wens Tochter Lily Chang. Schon zwei Jahre vor ihrem Bruder hatte sie mithilfe einer Freundin auf den Britischen Jungferninseln eine Firma gegründet: die Fullmark Consultants Limited. Wie die amerikanische Tageszeitung «New York Times» enthüllt

hat, hegt die amerikanische Börsenaufsicht SEC einen Verdacht gegen J. P. Morgan. Die US-Grossbank soll zwei Jahre lang monatlich 75 000 Dollar Bestechungsgeld, getarnt als Beratungshonore, an Fullmark Consultants Limited bezahlt haben. Die insgesamt 1,8 Millionen Dollar sollen für fiktive Dienste geflossen sein.

Im Herbst 2013 hat die Behörde entschieden, ihre Untersuchung der J.-P.-Morgan-Personalpolitik, also das Einstellen von «Prinzlingen», auf sechs andere Wallstreet-Banken auszuweiten: darunter die UBS und die CS.

## Auch Verbindung zur UBS

Die Daten aus Offshore-Leaks bestärken nun den Verdacht: Neben der Verstrickung der CS mit den beiden Kindern des ehemaligen Premiers offenbaren sie auch die Verwicklung der UBS. Die zweite Schweizer Grossbank unterhält demnach Verbindungen zu Fullmark

Consultants, also zu jener Gesellschaft der Wen-Tochter, die angeblich Schmiergeld kassiert hat.

Diese Informationen dürften auch die Schweizer Bankenaufsicht Finma interessieren. Insbesondere, weil die Banken verpflichtet sind, strenge Regeln einzuhalten, wenn sie mit sogenannten politisch exponierten Persönlichkeiten (PEP) geschäften. Dazu zählen nach Experten eindeutig auch Kinder von Spitzenpolitikern. Allerdings sind im Fall von China die politischen Zusammenhänge heikel. Die Schweiz bemüht sich seit Monaten darum, zum internationalen Handelsplatz für die chinesische Währung Renminbi zu werden.

CS und UBS haben mit Verweis auf das Bankgeheimnis mitgeteilt, sie könnten zu den konkreten Fällen keine Stellung nehmen. Allgemein antworteten die Banken, sie würden Gesetze weltweit respektieren. Wen Jiabao's Kinder haben auf Anfragen nicht reagiert.

## Börsengänge bringen Milliarden

Westliche Banken erhalten hohe Provisionen, wenn sie Unternehmen aus China an die Börse bringen. Ein wichtiger Akteur ist die CS.

### Von François Pilet

Drei Buchstaben stehen für den Nervenkrieg, den sich die grössten Investmentbanken in China liefern: IPO. Die Initial Public Offerings, Börsengänge, können den Banken, die sie organisieren, enorm viel Geld bringen. Sei es in New York, in Hongkong oder in Shanghai.

J. P. Morgan hat 2007 jeden Monat 75 000 Dollar auf ein Offshore-Konto von Lily Chang überwiesen, der Tochter des chinesischen Premiers Wen Jiabao. Das Investment hat sich gelohnt. Im selben Jahr brachte die US-Bank die staatliche China Railroad Group an die Börse. Der Wert des Unternehmens: 2,5 Milliarden Dollar. Geschätzte Kommission für die Bank: 100 Millionen.

Die Credit Suisse gehört zur Spitzengruppe in diesem Bereich. Sie spielt in China eine wichtige Rolle bei einer grossen Zahl von Börsengängen, seit sie als erste westliche Bank 2005 eine Partnerschaft mit der staatlichen chinesischen Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) eingegangen ist. Im Zentrum der Aktivitäten steht Urs Buchmann, der ehemalige CS-Direktor in China. Er ist heute für die institutionellen Kunden und Unternehmen in der ganzen Region Asien und Pazifik zuständig.

### Arbeit für den Premierssohn

Die chinesische Zeitschrift «Modern Weekly» schrieb 2008 über Buchmann: «Er hat es immer verstanden, sehr gut mit den grossen Staatsunternehmen zu kommunizieren (...) Das hat es ihm erlaubt, als Vermittler zu agieren.» Bereits ein Jahr nach der Kooperation mit der ICBC habe Buchmann den Börsengang der neuen CS-Partnerin organisiert. Dabei «überholte» die CS «Citibank und UBS kurz vor der Ziellinie», wie «Modern Weekly» schrieb. Die Kapitalisierung von 30 Milliarden Dollar war ein Rekord.

Buchmann war laut dem Wochenheft bei gut einem Dutzend weiterer Börsengänge dabei: bei Shanghai Electrical Appliance, Guangzhou R & F Properties, bei Baidu, bei der New Oriental Education & Technology Group, bei Suntech Power, Easyhouse und Wuxi App Tec.

Als die CS 2006 eine Offshore-Firma für den Sohn Wen Jiabao's, Wen Yunsong, gründete, nahm die Bank auch an einer Kapitalerhöhung der Golden Meditech an der New Yorker Technologiebörse Nasdaq teil. Zu den Grossaktionären des 2,5-Milliarden-Medizinriesen gehört neben der Credit Suisse auch der Investmentfonds New Horizon, gegründet von Wen Yunsong, sowie eine Treuhandgesellschaft mit Sitz in Chardonne VD.

Ende 2012 hat Chinas Börsenaufsicht einen einjährigen IPO-Stopp verfügt, um «die Prozeduren zu überdenken». Unlängst hat die Behörde neue Regeln erlassen, welche die Börsengänge «transparenter» machen sollen, insbesondere für kleine Anleger.

### Offshore-Leaks

Weltweites Netzwerk recherchiert

Das International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) hat monatlang Datensätze zu Finanzkonstrukten in Steueroasen analysiert. Dabei stiessen die Rechercheure auf rund 22 000 Kunden aus China mit Beziehungen zu Offshore-Firmen.

Die Resultate der Recherchen werden heute parallel weltweit veröffentlicht. Beteiligt an den Enthüllungen sind unter anderem Journalisten des «Guardian», der «Süddeutschen Zeitung» oder von «Le Monde», aber auch aus Fernost. Aus der Schweiz arbeitete das gemeinsame Recherchedesk von «Sonntagszeitung» und «Le Matin Dimanche» mit. Die beiden Zeitungen stellen ihre Texte exklusiv dem TA, dem «Bund» und «Le Matin» zur Verfügung. Vergangenes Jahr veröffentlichte das ICIJ-Netzwerk erste Offshore-Leaks-Enthüllungen über Kunden der Firmen Portcullis TrustNet in Singapur und Commonwealth Trust Limited auf den Jungferninseln. [recherchedesk@sonntagszeitung.ch](mailto:recherchedesk@sonntagszeitung.ch)

## «Das riecht nach Korruption und Vetternwirtschaft»

Für die Rechtsprofessorin Monika Roth besteht der Verdacht, dass die CS sich über die Kinder des chinesischen Premiers Vorteile verschafft hat.

Mit Monika Roth sprach Titus Plattner

**CS und UBS halfen Chinesen, Hunderte von Offshore-Firmen zu gründen. Warum tut das eine Bank?** Aus ihrer Sicht sind solche Strukturen vor allem interessant, weil damit Vermögenswerte bei der Bank deponiert werden. Sie verdient an deren Errichtung und dann am Geschäft mit den Vermögenswerten. Diese sogenannten Sitzgesellschaften, also Briefkastenfirmen, können dazu dienen, die Herkunft der Vermögenswerte zu verschleiern oder es zu erschweren, sie überhaupt aufzufinden. Kernfrage ist immer diejenige nach dem wirtschaftlich Berechtigten.

**Die Errichtung solcher Strukturen an sich ist legal.**

Ja. Das gehört auch zum Geschäft der Banken. Die Frage ist, was der Zweck

dieser Firmen ist. Zum Problem wird die Sache dann, wenn es darum geht, Gelder aus illegaler Herkunft zu verstecken oder Vermögenswerte vor dem Fiskus zu verbergen. Interessant ist, dass die beiden Schweizer Grossbanken zur Wolfsberg-Gruppe gehören und sich dazu verpflichtet haben, bei ihrer Tätigkeit auf der ganzen Welt die gleichen Prinzipien zu beachten, namentlich auch hinsichtlich der Korruptionsbekämpfung.

**Wie beurteilen Sie die Beziehungen, welche die Credit Suisse, als Wen Jiabao chinesischer Premier war, zu dessen Kindern aufbaute?**

Das riecht nach Korruption und Vetternwirtschaft. Korruption hat viele Gesichter. Eine Bank darf Beziehungen mit Political Exposed Persons, den PEPs, pflegen. Dazu sind Kinder eines Premierministers ohne weiteres zu zählen. Es gelten für die Bank erhöhte Sorgfaltspflichten. Diese müssen der Tatsache Rechnung tragen, dass die Korruption in China zum System gehört. Die Geschäftsleitung steht in einer besonderen Verantwortung: Sie hat über die Aufnahme oder den Abbruch der Geschäftsbeziehungen mit PEPs zu entscheiden. Zudem sieht die Geldwäschereiverordnung

der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (Finma) vor, dass die Bankleitung mindestens einmal im Jahr diese PEP-Beziehungen überprüfen muss.

**Und wie sehen Sie die Anstellung von Wen Jiabao's Tochter bei der CS?**

Man kann einer Bank nicht verbieten, das Kind eines Politikers anzustellen. Sonst wäre das eine Diskriminierung. Aber ich frage mich, was diese Tochter genau kann und was ihre effektive Leistung für die Bank war. War ihr Lohn marktkonform oder nicht?

**J. P. Morgan hat Wen Jiabao's Tochter laut der «New York Times» 900 000 Dollar pro Jahr für ihre Beratungsdienste bezahlt.**

Beraterhonorare sind unter dem Blickwinkel der Korruption genau zu prüfen. Es stellt sich die Frage, ob diese Tochter überhaupt eine wirkliche Beraterleistung erbracht hat. Das muss nachweisbar sein. Wenn nicht, besteht der Verdacht, dass die Bank sich durch diese Anstellung wohl einen Vorteil verschaffen wollte. Ähnliche Überlegungen sind im Übrigen auch bei den Investitionen der Bank in Firmen von Wen Jiabao's Sohn anzustellen.

**Ist das nach schweizerischem Recht legal? Sollte die Finma die Sache untersuchen?**

Ich denke mir, dass die Finanzmarktaufsicht die Untersuchung der US-Börsenaufsicht SEC im Auge behält und ihrerseits ebenfalls untersucht wird. Aus aufsichtsrechtlicher Sicht sind die Rechts- und Reputationsrisiken der Bank gross.

**Was halten Sie von der ganzen Geschichte?**

Geschäftsbeziehungen mit politisch exponierten Personen dürfen in keinem Fall dazu dienen, sich Vorteile - zum Beispiel Bewilligungen - zu verschaffen. Eine solche Beziehung wäre korrumpierend. Dasselbe gilt auch für Anstellungen oder für Beratungsaufträge.



**Monika Roth**

Die 61-Jährige ist Professorin für Finanzmarktrecht, Corporate Governance und Compliance an der Hochschule Luzern.

2014 線上國際書展

全館單書 2書 5書

79折 75折 69折

訂閱雜誌一年份 990元起

99元經典好書與您分享 滿額再送好禮

活動時間：即日起 - 3.01

立即前往

Home > Finance Newsletter > Current events > Taiwan's 12 richest use of overseas tax haven

[Facebook](#) 192 | [Google+](#) 29

Typeface [Small](#) | [in](#) | [Large](#)

World exclusive service area sites

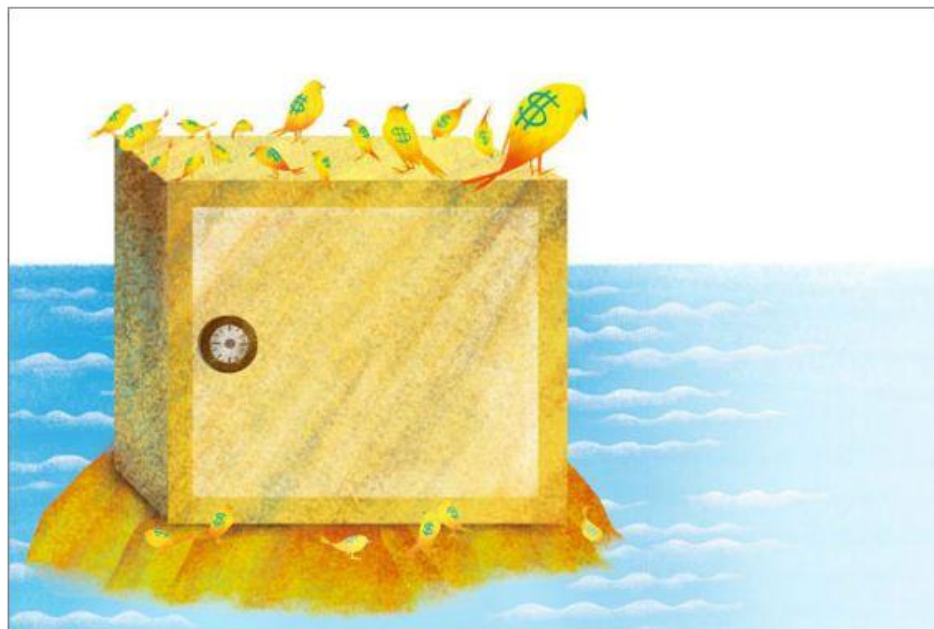
[Online full text](#) | [Print](#) | [Share](#) | [Forward](#)

## Taiwan's 12 richest use of overseas tax haven

2014-01-22 CommonWealth Magazine 540

Author: Chen Shan, Lin Zhaoyi

Related Keywords: Tax haven Tax evasion Avoidance Regal Tax shelters International reporter Alliance survey ICI/Offshore company Overseas Trust Overseas Holdings Foreign Investment Taiwanese companies



TOP Top Tap

[Article](#) | [Video](#)

[FFT Download](#)

1. Three revelation to Sony, Acer, HTC  
You can catch up on sleep on the weekends? Crack
2. the Top 5 Myths of sleep
3. Buddhism Dharma: sincere action from start  
How to talk about things? 5 strokes workplace
4. communication technique necessary contacts from ...
5. To my mother: my next life, stop being your son!
6. Honglan: teach girls teach the next generation  
Long-term sleep at night, is suicide! 12 to life sleep
7. habits  
Newsletter Commentary / fool! The focus is not
8. glamorous diva



POWER

RESOURCES

CULTURE

PEOPLE

TECHNOLOGY

BLOGS

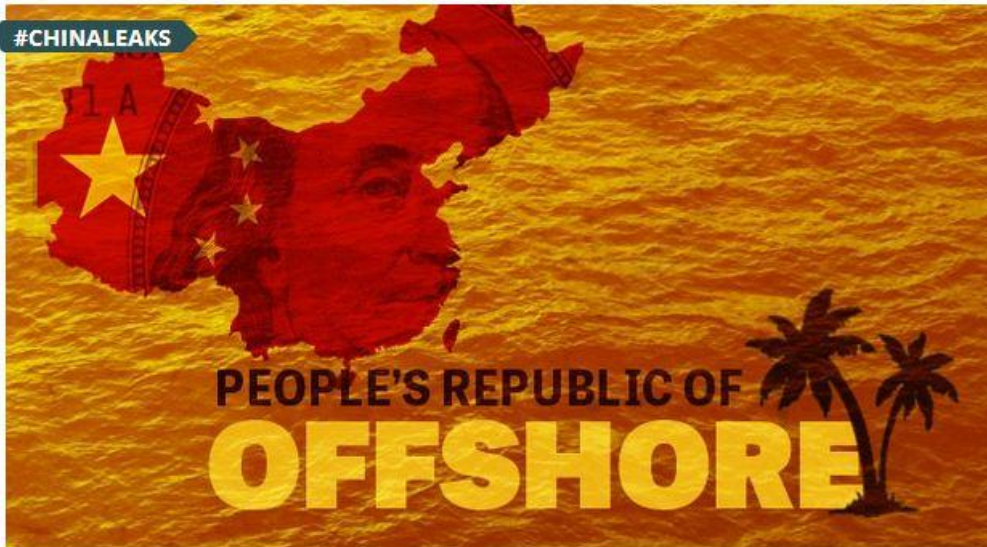
MULTIMEDIA

✉ Subscribe Free ▾



Search

#CHINALEAKS



TIM MEKO

## China's Elite Master the Secret Offshore Cash Stash

By Marina Walker Guevara, Gerard Ryle, Alexa Olesen, Mar Cabra, Michael Hudson, Christoph Giesen 🕒 January 22, 2014

China's rich and powerful are big players in the offshore havens that peddle secrecy and tax shelters.



*Marina Walker Guevara*

✉ Email

*Gerard Ryle*

✉ Email

*Alexa Olesen*

✉ Email

*Mar Cabra*

✉ Email

*Michael Hudson*

✉ Email

*Christoph Giesen*





INTERNACIONAL

CHINALEAKS / LOS PAPELES DE LOS PARAÍSO FISCALES

Los implicados



WEN YUNSONG Hijo del ex primer ministro Wen  
**El rey del capital riesgo**

F. G. / J. S. G. / A. R., Madrid

Durante los 10 años que Wen Jiabao ocupó la jefatura del Gobierno chino (2003-2013), cultivó una imagen de hombre sencillo y preocupado por el bienestar del pueblo. Era frecuente verle en los medios de

comunicación estatales consolando a los familiares de los mineros fallecidos en un accidente; visitando a los campesinos, vestido con camisa blanca, pantalón negro y zapatillas deportivas, o jugando al baloncesto con los estudiantes. Esa imagen se desmoronó para mu-

chos chinos cuando el diario *The New York Times* reveló en 2012 que algunos de sus familiares —entre ellos, su único hijo varón, Wen Yunsong— han controlado activos valorados al menos en 2.700 millones de dólares (1.980 millones de euros).



Wen Yunsong, de unos 40 años, es uno de los miembros de la aristocracia roja que ha recurrido a paraísos fiscales, según la

base de datos a la que ha tenido acceso EL PAÍS. Su nombre figura como accionista y director de Trend Gold Consultants Limited, compañía registrada en las Islas Vírgenes Británicas el 28 de septiembre de 2006, cuando su padre era primer ministro. Wen Jiabao no aparece en ningún documento vinculado a actividades de su hijo. Wen Yunsong —también conocido por

**22.000 clientes de China ocultos en paraísos fiscales**

La filtración masiva de datos saca a la luz la práctica de la élite comunista china de abrir sociedades opacas con la ayuda de grandes bancos y gestoras

MARINA WALKER / ALEXA OLESEN  
MAR CABRA, Washington

Los familiares cercanos de los principales dirigentes de China poseen empresas secretas en paraísos fiscales que han ayudado a encubrir la riqueza de la élite comunista, según documentos filtrados. En estos papeles confidenciales figuran los detalles de una empresa inmobiliaria propiedad del cuñado del presidente actual, Xi Jinping, y empresas en las Islas Vírgenes Británicas registradas a nombre del hijo y el yerno del ex primer ministro Wen Jiabao. En los documentos, obtenidos por el Consorcio Internacional de Periodistas de Investigación (ICIJ, en sus siglas en inglés), aparecen casi 22.000 clientes extranjeros con direcciones en China y Hong Kong. Entre ellos figuran algunos de los hombres y mujeres más poderosos de China (incluidas 16 de las personas más ricas del país), miembros de la Asamblea Popular Nacional y directivos de empresas estatales sacudidos por escándalos de corrupción.

PricewaterhouseCoopers, UBS y otros bancos y empresas auditoras occidentales cumplen un papel fundamental como intermediarios y facilitan que sus clientes chinos establezcan fondos y empresas en las Islas Vírgenes Británicas, Samoa y otros paraísos fiscales habitualmente relacionados con fortunas ocultas, según demuestran los documentos. Por ejemplo, la gran financiera suiza Credit Suisse ayudó al hijo de Wen Jiabao a crear su empresa en las Islas Vírgenes Británicas mientras su padre gobernaba el país.

Los papeles proceden de dos sociedades offshore —Portcullis TrustNet, con sede en Singapur, y Commonwealth Trust Limited, de las Islas Vírgenes Británicas y otros paraísos fiscales— que ayudan a sus clientes a establecer empresas, fondos y cuentas bancarias en paraísos fiscales. Forman parte de 2,5 millones de documentos filtrados que el ICIJ ha examina-

do con la colaboración de numerosos medios periodísticos en Europa, Norteamérica y Asia.

Los funcionarios chinos no están obligados a hacer públicos sus bienes, y, hasta ahora, los ciudadanos han permanecido en general ajenos a una economía paralela que permite a los poderosos y bien relacionados evadir impuestos y mantener sus transacciones en secreto. La fortuna cada vez mayor de las clases dirigentes chinas, tanto dentro como fuera del país, "puede no ser ilegal en sentido estricto", pero suele estar ligada a "conflictos de inte-

reses y un uso encubierto del poder oficial", dice Minxin Pei, politólogo en el Claremont McKenna College, de California.

El Comité Permanente del Politburó chino es el todopoderoso grupo de siete (antes nueve) hombres que dirigen el Partido Comunista y el país. Los datos obtenidos por el ICIJ muestran que los familiares de al menos cinco miembros actuales o pasados de este pequeño círculo poseen empresas inscritas en la Islas Cook o las Islas Vírgenes Británicas.

Los documentos filtrados incluyen detalles de una sociedad establecida en las Islas Vírgenes

Británicas, la mitad de la cual es propiedad del cuñado del presidente Xi, Deng Jiagui. Deng, casado con la hermana mayor de Xi, es un promotor inmobiliario multimillonario que se dedica además a invertir en los metales empleados en la fabricación de teléfonos móviles y otros dispositivos electrónicos. Los papeles muestran que la otra mitad de Excellence Effort Property Development era propiedad de otra empresa de las Islas perteneciente a Li Wa y Li Xiaoping, unos magnates inmobiliarios que fueron noticia por haber obtenido un contrato de 2.000 millones de dólares (unos 1.500 millones

de euros) para la adquisición de inmuebles de uso comercial en la ciudad de Shenzhen.

Desde que se convirtió en la máxima autoridad del Partido Comunista en 2012, el presidente Xi ha tratado de pulir su imagen con una agresiva campaña contra la corrupción. Sin embargo, ha aplastado un movimiento de base que reclamaba que los funcionarios de la Administración declaren públicamente sus bienes. Wen Jiabao, que abandonó el puesto de primer ministro en 2013 después de 10 años, también quiso dar una imagen reformista.

Los documentos del ICIJ revelan que precisamente el hijo del ex primer ministro Wen Jiabao, Wen Yunsong, estableció en 2006 una sociedad registrada en las Islas Vírgenes Británicas, Trend Gold Consultants, con la ayuda de la oficina de Credit Suisse en Hong Kong. Wen Yunsong era el único director y accionista de la compañía, que parece haberse disuelto en 2008.

Es frecuente que se creen unas estructuras empresariales mínimas para abrir cuentas bancarias en nombre de la sociedad extraterritorial, con el fin de ocultar la relación con el verdadero titular de la cuenta. Los papeles no aclaran del todo para qué se utilizaba Trend Gold Consultants. Wen Yunsong, formado en Estados Unidos y dedicado a las inversiones de capital riesgo, fue cofundador de una sociedad de inversiones privadas dedicada a China y en 2012 llegó a la presidencia de China Satellite Communications Co., una empresa de propiedad estatal que aspira a ser la mayor operadora de satélites de Asia.

El ICIJ ha intentado en repetidas ocasiones hablar con Wen Yunsong y otras personas mencionadas en este reportaje. Solo han respondido algunas. Wen fue uno de los que rehusó hacerlo. Un portavoz de Credit Suisse, apelando a las normas sobre confidencialidad, dijo que el banco "no puede hacer comentarios sobre este asunto".

Los registros arrojan luz, asimismo, sobre el papel hasta ahora desconocido de las Islas Vírgenes Británicas en un escándalo cada vez mayor que afecta a la hija del ex primer ministro Wen Jiabao, Wen Ruchun, también conocida como Lily Chang. *The New York Times* ha informado de que JPMorgan Chase & Co. pagó a una empresa que dirigía ella, Fullmark Consultants, 1,8 millones de dólares de honorarios por trabajos de asesoría.

Fullmark Consultants se diseñó de tal forma que quedara oculta la relación de Wen Ru-

**Ficha del cuñado del presidente Xi**

Documento que resume los datos clave de Deng Jia Gui en los archivos de la gestora Portcullis Trustnet. Deng es uno de los 22.000 clientes chinos que figuran en las bases de datos. La otra gestora afectada por la filtración es Commonwealth Trust Limited. Los datos están actualizados hasta 2010.

Data Sheet		EXCELLENCE EFFORT PROPERTY DEVELOPMENT LIMITED																											
Código de la base de datos de la gestora Portcullis	OMIS Code	311570	Outstanding Debit Balance: \$0.00																										
Nombre de la empresa	Name	EXCELLENCE EFFORT PROPERTY DEVELOPMENT LIMITED																											
Situación	Status	A	ACTIVE																										
Régimen fiscal	Tax Status	BVIBC	BVI BUSINESS COMPANY																										
Tipo de sociedad	Company Type	BCS	BUSINESS COMPANY LIMITED BY SHARES																										
Fecha de constitución	Administration	JL	JESSICA LAI																										
Capital	Registration Number	1469008																											
Intermediario	Incorporation Date	Tuesday, March 11, 2008																											
	Authorized Capital	USD50,000.00																											
	Referral Office	HK																											
	Master Client	OBCHK	Offshore Business Consultant (HK) Ltd.																										
	Address	Unit 1020, 10/F Ocean Centre Harbour City, 5 Canton Road TST, Kowloon HONG KONG																											
	Fax	35477459																											
	Telephone	23753939																											
	E-Mail	hls-jojo@hkobc.com																											
	Master Client Contact	2	Jojo Chung																										
	Directors	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Director</th> <th>Appointed</th> <th>Signed</th> <th>Resigned</th> <th>Signed</th> <th>Type</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>LI WA III</td> <td>3/11/2008</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td>DIR</td> </tr> <tr> <td>LI XIAO PING III</td> <td>3/11/2008</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td>DIR</td> </tr> <tr> <td>DENG JIA GUI III</td> <td>3/11/2008</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td>DIR</td> </tr> </tbody> </table>				Director	Appointed	Signed	Resigned	Signed	Type	LI WA III	3/11/2008				DIR	LI XIAO PING III	3/11/2008				DIR	DENG JIA GUI III	3/11/2008				DIR
Director	Appointed	Signed	Resigned	Signed	Type																								
LI WA III	3/11/2008				DIR																								
LI XIAO PING III	3/11/2008				DIR																								
DENG JIA GUI III	3/11/2008				DIR																								
	Secretaries																												
Accionistas	Shareholders	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Shareholder</th> <th>Cert #</th> <th>No Shares</th> <th>Share</th> <th>Acquired</th> <th>Disposal</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>EXCELLENCE HOLDINGS INVESTMENT</td> <td>1</td> <td>25000</td> <td>ORD</td> <td>11-Mar-08</td> <td></td> </tr> <tr> <td>DENG JIA GUI III</td> <td>2</td> <td>25000</td> <td>ORD</td> <td>11-Mar-08</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>				Shareholder	Cert #	No Shares	Share	Acquired	Disposal	EXCELLENCE HOLDINGS INVESTMENT	1	25000	ORD	11-Mar-08		DENG JIA GUI III	2	25000	ORD	11-Mar-08							
Shareholder	Cert #	No Shares	Share	Acquired	Disposal																								
EXCELLENCE HOLDINGS INVESTMENT	1	25000	ORD	11-Mar-08																									
DENG JIA GUI III	2	25000	ORD	11-Mar-08																									



## CHINALEAKS / LOS PAPELES DE LOS PARAÍSO FISCALES

### Los implicados

INTERNACIONAL

su nombre en inglés, Winston Wen— es experto en capital riesgo, gestión de empresas de alta tecnología, finanzas y mercados de consumidores, según señala en su página web la organización World Economic Forum, con sede en Suiza.

Como muchos *principes*—término con el que son conocidos los hijos de los máximos dirigentes presentes y pasados del Partido Comunista Chino (PCC)—, estudió en el extranjero. Titulado en Ingeniería Mecánica en el Instituto de Tecnología de Pekín, posee una maestría de Ingeniería

de Materiales de la Universidad Windsor (Canadá) y otra de administración de negocios de la Escuela de Gestión Kellogg, en la Universidad Northwestern (Chicago, Illinois). Ha trabajado como ingeniero de programas informáticos para la Academia de Tecnología Espacial China y como director de proyectos en Siemens Canadá.

En 2005, pocos años después de su paso por Northwestern, participó en la fundación de New Horizon Capital, una empresa de capital riesgo centrada en el mercado chino, financiada por Softbank (Ja-

pón), Temasek (Singapur) y Deutsche Bank (Alemania). Entre su graduación y la creación de esta compañía, fundó una empresa de equipos de telefonía, cuyos clientes incluían grandes bancos y firmas de Bolsa. En 2012, tras dejar New Horizon, pasó a ser presidente de la operadora de satélites estatal China Satellite Communications, que aspira a ser la mayor firma del sector en Asia.

Que los magnates se aprovechen de las conexiones familiares no es algo nuevo ni exclusivo de China. Ni que lo hagan impli-

ca que hayan utilizado prácticas ilícitas, especialmente en China, donde las relaciones son la base sobre la que se construyen muchas empresas.

Pero cuando se trata de un país nominalmente comunista y que profesa la igualdad, la acumulación de poder en manos de los hijos de la nomenclatura adquiere un tinte diferente. Y Wen Yunsong forma parte de ella. Los hijos de los altos dirigentes gozan de acceso fácil a los poderes de decisión. Y la población china ve cada vez con peores ojos este privilegio.



El presidente chino Xi Jinping (segundo por la derecha) y el primer ministro Li Keqiang (izquierda) brindan con otros dirigentes con motivo del 64º aniversario de la fundación del PCC. /GETTY

chun con la empresa, según indican los papeles del ICIJ. Su marido, Liu Chunhang, antiguo *guru* financiero en Morgan Stanley, creó la sociedad en las Islas Virgenes Británicas en 2004, y fue único director y accionista hasta 2006, el mismo año en el que asumió un puesto en el organismo oficial que regula la actividad bancaria en China.

Liu transfirió el control de la compañía, según indican los papeles, a una amiga de la familia Wen, Zhang Yuhong, una rica mujer de negocios y colega del hermano de Wen Jiabao. *The New York Times* informó de que Zhang había ayudado también a controlar otros bienes de la familia Wen, como sus inversiones en diamantes y joyas.

Los documentos del Consorcio demuestran que el proveedor de servicios extraterritoriales (*offshore*) Portuallis TrustNet emitió a UBS AG una factura por un certificado de solvencia para Fullmark Consultants en octubre de 2005, lo cual indica que había una relación comercial entre Fullmark y el banco suizo. Los documentos evidencian también las actividades de familiares del antiguo líder Deng Xiaoping, el ex primer ministro Li Peng y el expresidente Hu Jintao (la lista completa se puede consultar en la edición digital).

Uno de los personajes chinos más destacados que crearon empresas en paraísos fiscales a finales de los noventa fue Fu Liang, hijo de Peng Zhen, uno de los *Ocho Inmortales* del Partido Co-

munista y destacado dirigente de la Asamblea Popular Nacional en los años ochenta. Los papeles filtrados muestran que Fu (que ha invertido en clubes náuticos y campos de golf en China continental) controlaba al menos cinco sociedades *offshore* creadas en las Islas Virgenes Británicas entre 1997 y 2000. En el año 2000 utilizó una de ellas, South Port Development Limited, para adquirir un hotel en Filipinas.

TrustNet, proveedor de servicios extraterritoriales, ayudó a Fu a establecer algunas de sus compañías. En 2000, TrustNet era una de las empresas del sector que más estaba esforzándose en obtener clientes en China, con reuniones comerciales en las oficinas de Shanghai de las que entonces se denominaban las cinco grandes empresas contables: KPMG, Ernst & Young, Pricewaterhouse, Deloitte & Touche y Arthur Andersen.

La firma auditora conocida hoy como PricewaterhouseCoopers ayudó a registrar más de 400 entidades extraterritoriales a través de TrustNet para clientes de China continental, Hong Kong y Taiwán, según muestra la base de datos. El gigante bancario suizo UBS ayudó a establecer más de 1.000 estructuras *offshore* para clientes de esos tres mercados, también a través de TrustNet.

En 2006, UBS Hong Kong asesoró a Yang Huiyan, la mujer más rica de China, con un patrimonio que se calcula en 8.300 millones de dólares, para esta-

### 13 familiares de dirigentes

► 13 familiares de los máximos dirigentes (actuales y pasados) del régimen chino y 16 magnates aparecen en los registros de las sociedades abiertas en paraísos fiscales.

► Figuran el cuñado del actual presidente; el hijo y el yerno

del ex primer ministro Wen Jiabao, y una hija de Li Peng, primer ministro durante la matanza de Tiannanmen.

► PricewaterhouseCooper, UBS y Credit Suisse son algunos de los intermediarios utilizados para abrir sociedades opacas.

### Parientes de cinco líderes o exmiembros del Comité Permanente están implicados

### Grandes bancos ayudan a la nomenclatura a abrir cuentas en los refugios fiscales

blecer una empresa en las Islas Virgenes Británicas. Yang, que heredó de su padre una fortuna procedente del negocio inmobiliario, no ha querido responder a las preguntas sobre su compañía en el paraíso fiscal, Joy House Enterprises Limited.

El año siguiente, el banco suizo dio el contacto de TrustNet a otra multimillonaria china del sector inmobiliario, Zhang Xin, fundadora de Soho China, una empresa que ha transformado gran parte de la silueta de Pekín. A través de un representante, Zhang declinó responder a las preguntas sobre su empresa en las islas, Commune Investment Ltd., un nombre similar al de su selecto hotel boutique a

las afueras de Pekín: Commune by the Great Wall.

Li Jinyuan, magnate de los negocios y filántropo, con un patrimonio de alrededor de 1.200 millones de dólares en 2011, dirigió siete empresas en las Islas Virgenes Británicas que le había ayudado a registrar PricewaterhouseCoopers entre 2004 y 2008. Según los documentos del Consorcio, las firmas estarían relacionadas con su conglomerado Tiens Group, que posee intereses en biotecnología, turismo, comercio electrónico y el sector inmobiliario.

Entre los clientes que han establecido empresas con TrustNet, se encuentran dos miembros actuales de la Asamblea Po-

pular Nacional, la cámara legislativa china.

Wei Jianghong, que representa a la provincia de Anhui en la Asamblea y es presidente de la empresa estatal Tongling Nonferrous Metals, fue directivo de Tong Guan Resources Holdings, una empresa establecida en las Islas Virgenes Británicas en 2006. En 2007, Tongling usó Tong Guan para invertir 10 millones de dólares en un proyecto de 50 millones para el tratamiento de cobre en Chile.

Otro congresista con bienes en el extranjero es Ma Huateng, el fundador de la principal compañía china de mensajería por internet, Tencent. Ma tiene un patrimonio de 10.000 millones de dólares y es el quinto hombre más rico de China, según Forbes. En 2007, fue segundo director de TCH Pi Limited en las Islas Virgenes Británicas junto con el cofundador de Tencent, Zhang Zhidong. Una portavoz de Ma dice que TCH Pi es una firma del grupo Tencent que "no tiene nada que ver con él personalmente", pero la empresa no aparece en los documentos presentados por el conglomerado.

Traducción de María Luisa Rodríguez Tapia.

En este artículo han participado también **Gerard Ryle, Michael Hudson y Christoph Giesen**. Todos los firmantes son miembros de ICIJ, cuya web es <http://www.icij.org/>. El texto completo en inglés y español se ofrece en [elpais.com](http://elpais.com)



# Los escándalos de corrupción erosionan el poder comunista

El enriquecimiento de las élites aumenta el malestar ciudadano a medida que crecen los escándalos ● 153 diputados figuran entre los 1.000 chinos más ricos

F. GUALDONI / A. RIZZI  
J. S. GONZÁLEZ, Madrid

En el lado norte de la plaza de Tiananmen, en Pekín, un retrato gigante de Mao Zedong preside la entrada a la Ciudad Prohibida, hogar de los emperadores durante casi 500 años. El cuadro—objeto de veneración de toda una generación de chinos, educados desde la infancia en el culto al líder y el Partido Comunista Chino (PCCh)— es utilizado de fondo en las fotografías que millones de turistas nacionales y extranjeros se hacen cada año cuando acuden como peregrinos a visitar la más famosa de las plazas del país.

Poco queda hoy de la herencia ideológica y las teorías del fundador de la República Popular China, creada en 1949 tras vencer los comunistas de Mao en la guerra civil a los nacionalistas de Chiang Kai-shek. El Gran Timonel murió en septiembre de 1976, y su sucesor, Deng Xiaoping, desmontó con habilidad y pragmatismo la herencia maoísta y embarcó a China en un proceso de apertura y reformas, que desencadenó una de las mayores y más veloces transformaciones que ha experimentado un país en la historia de la humanidad.

El Pequeño Timonel implantó la economía de mercado socialista, basada en el llamado socialismo con características chinas, que sustituyó a la economía central planificada soviética imperante con Mao, y exhortó a sus compatriotas a trabajar por el progreso chino con la famosa frase "hacerse rico es glorioso", que se convertiría en el mantra de un país deseoso de dejar atrás la pobreza.

Pero con el salto al capitalismo y la reestructuración de la economía llegó el rápido enriquecimiento de un sector de la población, gracias, en muchos casos, a sus relaciones con el partido y a la corrupción, una lacra que afecta en la actualidad a todas las capas de la sociedad, pero que ha alcanzado su máximo entre representantes de las élites políticas y empresariales, hasta el punto que los propios dirigentes han reconocido que supone un serio peligro para la supervivencia del PCCh.

El mundo de Mao—aquél de la sociedad igualitaria, la eliminación de las clases adineradas y la supresión de la propiedad privada— es ya solo un recuerdo nostálgico entre los mayores, muchos de los cuales ven con enojo los excesos de una parte de la clase dirigente y añoran los tiempos en los que la gente creía en una casi religión llamada comunismo y no solo en "hacerse rico".

En mayo del año pasado, la inclusión de Kong Dongmei, nieta de Mao Zedong, en una lista de las personas más acaudaladas del



Bo Xilai, exsecretario del Comité Municipal del PCCh en Chongqing, comparece ante un tribunal en 2013. /XINHUA

país provocó una oleada de críticas y acusaciones de hipocresía en las siempre activas redes sociales chinas, a pesar de que muchos de los internautas nacieron cuando el Gran Timonel era ya un cuerpo embalsamado expuesto en su mausoleo de Tiananmen. Kong, de algo más de 40 años, y su marido, Chen Dongsheng, ocupaban la posición 242 de la clasificación de la revista financiera *Nueva Fortuna*, con una riqueza estimada en 5.000 millones de yuanes (605 millones de euros). Kong abrió en 2001 una librería en Pekín con publicaciones sobre Mao, después de haber estudiado en Estados Unidos. En 2011, se casó con Chen, que controla una compañía de seguros y una casa de subastas, entre otros negocios.

**Funcionarios corruptos sacaron de China 90.000 millones a lo largo de 15 años**

**Mientras en las capitales prolifera el lujo, en ciertas zonas rurales no hay agua corriente**

Algunos internautas chinos acusaron a Kong de traicionar la posición de "gran maestro de la revolución proletaria" de su abuelo. "La descendiente del presidente Mao, quien nos condujo a la erradicación de la propiedad privada, se casó con un capitalista", criticó Luo Chongmin, un consejero gubernamental.

La nieta de Mao es solo una

entre los muchos casos de familias y personas próximas a los héroes de la revolución y empresarios que se han enriquecido hasta extremos insospechados en las tres décadas transcurridas desde el inicio de las reformas, gracias a sus conexiones con el poder.

Una investigación hecha pública en junio de 2012 por la agencia de noticias estadounidense Bloom-

berg reveló que, a medida que el hoy presidente Xi Jinping ascendía en el escalafón del PCCh, miembros de su familia, tanto directa como política, expandieron sus intereses empresariales con participaciones en compañías de los sectores minero, inmobiliario y de telecomunicaciones. Según documentos a los que tuvo acceso la agencia, esos intereses incluyen inversiones en firmas con unos activos de 275 millones de euros, una participación indirecta del 18% en una empresa de tierras raras (minerales empleados para la industria tecnológica) con 1.268 millones de euros en activos, y un *holding* de 14,8 millones de euros en una compañía cotizada. Ninguno de los bienes estaba ligado a Xi, su esposa—Peng Liyuan—o su hija, ni había indicios de que Xi hubiera actuado para favorecer las operaciones de sus familiares o que él o sus familiares cometieran delito alguno.

Los documentos mostraron que la familia tenía al menos siete propiedades en Hong Kong; entre ellas, un chalé valorado en 23,1 millones de euros. La mayoría de los activos de la familia eran propiedad de la hermana mayor de Xi Jinping, Qi Qiaoqiao; su marido, Deng Jiagui, y la hija de Qi, Zhang Yannan. Xi ascendió a secretario general del PCCh en noviembre de 2012 y a presidente de China en marzo de 2013.

Otra investigación, llevada a cabo por *The New York Times* y publicada en octubre de 2012, reveló que familiares del que fuera primer ministro entre 2003 y 2013, Wen Jiabao, entre ellos, su madre, hijo, hija, hermano menor y cuñado, se hicieron "tremendamente ricos" durante el tiempo de Wen en el poder. "Un examen de los registros empresariales y regulatorios indica que los parientes del primer ministro, algunos de los cuales tienen facilidades para llevar a cabo negocios, incluida su esposa, han controlado unos activos de 2.700 millones de dólares (1.980 millones de euros)", señaló la investigación.

La información sobre la familia Wen fue elaborada a partir de los registros existentes en corporaciones y organismos reguladores entre 1992 y 2012. Las inversiones abarcan desde el sector bancario a complejos turísticos, telecomunicaciones, el negocio de las joyas y proyectos de infraestructuras. Los nombres de los propietarios de los activos fueron ocultados a menudo mediante la utilización de empresas pantalla. La mayoría de la fortuna se amasó desde que Wen fue nombrado viceprimer ministro en 1998. El diario no encontró ningún grupo de compañías a nombre del propio Wen.

Los resultados de la investigación, publicados tres semanas antes de que se produjera la renovación de la cúpula del partido, con la llegada al poder de Xi Jinping y los otros seis miembros del Comité Permanente del Politburó (el máximo órgano de poder), desató la ira de Pekín y supuso un duro golpe para la credibilidad de Wen Jiabao, que había cultivado con mimo durante su mandato una imagen de hombre austero, cercano al pueblo y reformista, que luchaba contra los abusos y la corrupción dentro del partido.

Como publica hoy EL PAÍS,



## A la caza de 'tigres' y 'moscas'

China ha iniciado una batalla contra la corrupción. Decenas de cargos han caído, pero el régimen aún reprime a los defensores de la transparencia

A. R. / F. G. / J. S. G., Madrid

La llegada de Xi Jinping a la secretaría general del Partido Comunista Chino (PCCh) en noviembre de 2012 desencadenó una intensa batalla contra la corrupción. En enero de 2013, Xi dijo en una reunión de la Comisión Central de Inspección de la Disciplina del partido que la lucha contra ese vicio debe alcanzar a *tigres* y *moscas*, en referencia a funcionarios de todos los niveles. Pero, al mismo tiempo, ha reprimido a los activistas que han pedido que los dirigentes hagan públicos sus activos.

En los dos últimos años, se ha producido una catarata de

detenciones y condenas. El caso más representativo de *tigre* es Bo Xilai, exsecretario del partido en la municipalidad de Chongqing y exmiembro del Politburó, que en septiembre pasado fue sentenciado a cadena perpetua por aceptar 20,4 millones de yuanes (2,5 millones de euros) en sobornos, malversar cinco millones de yuanes (605.000 euros) y abusar de su poder en relación con el asesinato por parte de su esposa de un hombre de negocios británico amigo de la familia. Los Bo recibieron, entre otros regalos de un empresario, un chalé en el sur de Francia. Su condena fue promocionada como una muestra

de la voluntad del Gobierno de luchar contra la corrupción. Los partidarios de Bo Xilai, sin embargo, aseguran que fue víctima de una purga política.

Un *tigre* aún mayor —Zhou Yongkang, máximo responsable de seguridad interna de China y uno de los nueve miembros del Comité Permanente del Politburó durante el mandato del anterior presidente, Hu Jintao— está siendo investigado también por corrupción, según diferentes medios internacionales.

Otros dirigentes cuestionados o detenidos son Li Dongsheng, viceministro de Seguridad Pública; Liu Zhijun, exministro de Ferrocarriles, quien

fue sentenciado a muerte con suspensión de sentencia en julio pasado, y Jiang Jiemin, responsable de la comisión que supervisa a las empresas estatales. Jiang fue destituido en septiembre en el marco de una amplia investigación en China National Petroleum (CNPC). También han caído Liu Tienan —ex subdirector de la poderosa Comisión Nacional de Reforma y Desarrollo— y Li Jianye, alcalde de Nanjing (capital de la provincia de Jiangsu). Tanto Li Dongsheng como Jiang Jiemin eran aliados de Zhou Yongkang, hombre cercano a Bo Xilai.

Al menos 19 funcionarios de nivel de viceministro o superior

han sido defenestrados desde noviembre. La campaña anticorrupción ha alcanzado también a numerosos empleados gubernamentales de menor rango. Pekín ha asegurado este mes que 182.038 personas fueron castigadas en 2013 por violaciones de la disciplina del partido, un 13,3% más que el año anterior. En 2012, menos del 20% de los casos fueron por soborno. El resto lo fueron por otras infracciones, delitos o comportamientos inmorales. La Comisión no ha facilitado el desglose de 2013.

El actual plan anticorrupción parece tener más fuerza que otros llevados a cabo en el pasado. Pero algunos expertos afirman que puede estar siendo utilizado por la dirección del PCCh para deshacerse de rivales políticos, y que, en cualquier caso, el problema está tan enraizado que una depuración real será difícil mientras no se lleven a cabo cambios políticos profundos.

tanto familiares de Xi como de Wen han recurrido a paraísos fiscales a través de empresas creadas por ellos mismos o su participación en otras ya constituidas, según revelan los archivos obtenidos por el Consorcio Internacional de Periodistas de Investigación (ICIJ, en inglés). Es el caso de Deng Jiagui —cuñado de Xi—, y el hijo y el yerno de Wen Jiabao, Wen Yunsong y Liu Chunhang, respectivamente.

La *nobleza roja* y las élites empresariales se han enriquecido y beneficiado de su posición privilegiada, en medio del desencanto y el resentimiento de una parte de la población que da por sentado que han logrado el éxito gracias a sus buenas conexiones y relaciones, término conocido en China como *guanxi*. Las disparidades entre los ricos y los pobres en el país asiático se encuentran entre las mayores del mundo, algo que desde hace años intentan solucionar los líderes sin mucho éxito. Mientras en las calles de las grandes ciudades como Pekín y Shanghái abundan coches deportivos Ferrari, Lamborghini o Porsche, conducidos por los hijos de grandes empresarios y la nomenclatura, en las zonas rurales aún hay pueblos sin agua corriente, calles asfaltadas o servicios sanitarios.

Según la lista Hurun de los mil más ricos de China de 2013, publicada en septiembre pasado por el Instituto de Investigación del mismo nombre, en Shanghái, el número de millonarios en dólares ha pasado de ninguno hace una década a 64 en 2012, y a 315 en 2013. El más rico de esta clasificación, que elabora el empresario británico Rupert Hoogewerf, es el magnate inmobiliario y del ocio Wang Jianlin, con una fortuna estimada en 16.132 millones de euros. Wang, de 59 años y propietario de la compañía Wanda, es dueño del mayor número de salas de cine del mundo. La media de edad de los 10 más ricos es de 52 años. De los integrantes de la lista, 153 son miembros de la Asamblea Popular Nacional o de su órgano consultivo.

Algunos de los potentados lo son gracias a la corrupción. La lista de empresarios y políticos in-



Zhou Yongkang, exmiembro del Comité Permanente. / BLOOMBERG

vestigados en los últimos años por lo que la prensa oficial llama de forma eufemística "violación de la disciplina del partido y la ley" ha crecido sin cesar. Entre otros, destacan Bo Xilai, exsecretario del partido en la municipalidad de Chongqing y exmiembro del Politburó, y Liu Zhijun, exministro de Ferrocarriles. China figura en el puesto 80 de 177 países y territorios en la clasificación de corrupción de Transparencia Internacional de 2013. Una posición más próxima a cero indica un sector público más limpio.

Muchos de quienes se han enriquecido durante el auge económico chino se han llevado la fortuna fuera del país. Funcionarios corruptos sacaron de China 124.000 millones de dólares (90.929 millones de euros) procedentes de desfalcos u obtenidos ilegalmente en un periodo de 15

plazo del país es una misión política fundamental. Y debemos hacerlo de forma correcta", dijo el pasado 13 de enero en una reunión de la Comisión Central de Inspección de la Disciplina del PCCh. Xi prometió *tolerancia cero* con los sobornos y dijo que castigaría con dureza a los implicados: "Cada funcionario del PCCh debe tener en mente que todas las manos sucias serán atrapadas".

La prensa oficial ha respaldado en tromba la campaña de Xi. El *Diario del Pueblo* —órgano oficial del partido— ha publicado editoriales en los que ha advertido a los funcionarios de que "el culto al oro y las posesiones materiales" son una vía hacia la ruina.

Los funcionarios están obligados a proporcionar información sobre sus activos al partido, pero no se hace pública. La falta de supervisión hasta ahora ha redu-

### El Gobierno comenzará este año a controlar los bienes de los miembros del partido

### La prensa oficial fustiga ahora el "culto al oro y a las posesiones materiales"

ciendo este sistema a una mera formalidad. Para hacer estas inspecciones eficaces, Pekín comenzará este año a realizar comprobaciones aleatorias y castigará a aquellos que oculten bienes, ante la presión pública para que se incremente la transparencia. La decisión de Deng Xiaoping y sus más allegados de salvaguardar la supremacía del PCCh les llevó a poner a sus familias al frente de la apertura y la reforma, lanzada en 1978, lo que tuvo como resultado la concentración de riqueza y poder en manos de unos pocos. En la década de 1980, muchos fueron elegidos para dirigir los conglomerados estatales. El proceso de desarrollo se puso en marcha y ha sacado a cientos de millones de chinos de la pobreza. Pero con este vino la corrupción y el enriquecimiento desmesurado de una parte de la población. La sociedad igualitaria dejó de serlo.

La nueva generación de líderes, llegados al poder en el congreso quinquenal del PCCh en 2012, ha emprendido una cruzada contra la corrupción, ante la amenaza que supone para la supervivencia del partido. Así lo ha vuelto a recordar recientemente Xi Jinping. "Evitar que el Partido sea corrupto en el gobierno a largo

INTERNACIONAL

CHINALEAKS / LOS PAPELES DE LOS PARAÍSO FISCALES

Las finanzas opacas



Refugios fiscales

EL FLUJO DEL CAPITAL 'OFFSHORE' EN 2012  
En millones de euros

Origen de la riqueza

Europa Occidental	1.972.000
Asia y el Pacífico	1.534.000
Oriente Próximo y África	1.169.000
Latinoamérica	730.000
Norteamérica	584.000
Europa del Este	219.000

Destino

Suiza	1.607.000
Hong Kong y Singapur	877.000
Islas del Canal y Dublín	804.000
Panamá y el Caribe	804.000
Reino Unido	657.000
Estados Unidos	511.000
Luxemburgo	438.000
EAU, Mónaco y otros	511.000

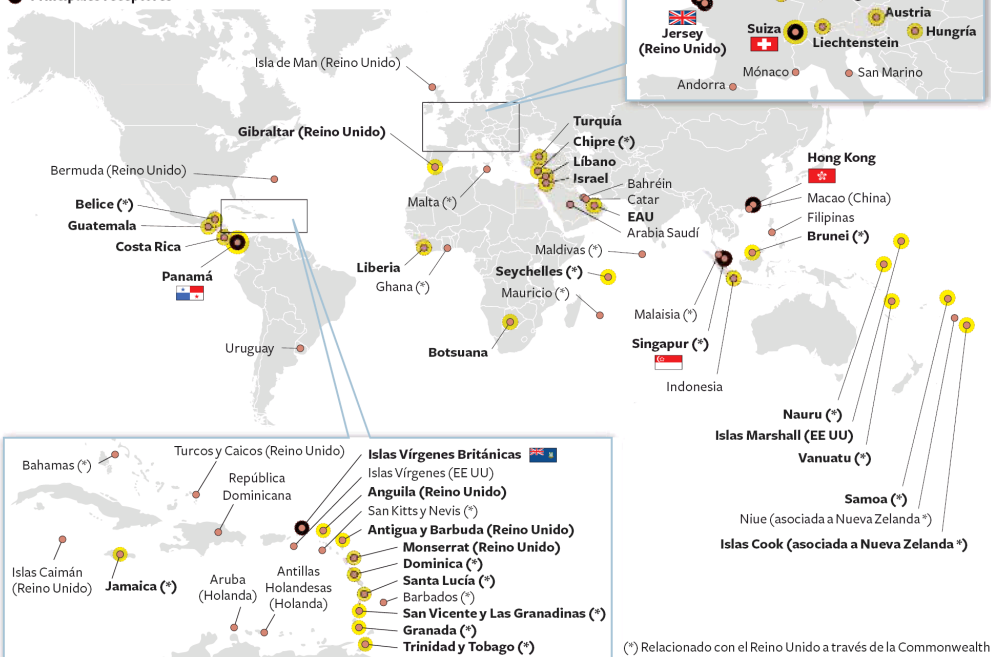
6.209.000 millones de euros  
+6,1% con respecto a 2011

LOS LIMBOS PARA EL DINERO

Naciones, territorios asociados, dependientes o protegidos con límites a la información financiera y/o donde los impuestos sobre el dinero son bajos o no existen.

Países en los que la OCDE ha detectado opacidad

Principales receptores



Fuentes: The Boston Consulting Group, Clasificación de Tax Justice Network y OCDE.

EL PAÍS

# China se fuga a las Islas Vírgenes

El paraíso fiscal es el segundo inversor extranjero en el país asiático ● Con solo 27.000 habitantes, tiene registradas 400.000 empresas vinculadas a chinos

J. S. G. / A. R. / F. G., Madrid

Un paseo por las idílicas playas de arena blanca de Road Town, la apacible capital de Tórtola, la principal de las Islas Vírgenes Británicas, puede hacer olvidar que el principal negocio de este pequeño archipiélago del Caribe no es el turismo sino el financiero. Es el segundo inversor directo en China. El 10% de la inversión exterior que recibe el país asiático procede de este territorio británico de ultramar que con tan solo 27.000 habitantes tiene registradas cerca de un millón de sociedades, casi el 40% vinculadas con China o Hong Kong. Portcullis TrustNet y Commonwealth Trust —las intermediarias a cuya base de datos ha tenido acceso el Consorcio de Periodistas de Investigación (ICLI)— operan desde las Islas Vírgenes Británicas, donde tienen asociados miles de registros.

Una parte del trepidante creci-

miento de la economía china se oculta bajo las Islas Vírgenes Británicas en un movimiento de ida y vuelta con escala en Hong Kong que permite beneficiarse de los privilegios que Pekín concede a los inversores extranjeros. El 73% de las transacciones internacionales de China pasan por centros offshore —como se denomina a los paraísos fiscales—, desvela Richard Murphy, director del Tax Research, un instituto de investigación fiscal de Reino Unido. La elusión fiscal —buscar resquicios legales para reducir la tributación—, la evasión de impuestos o la fuga de dinero negro son los tres engranajes que mantienen en marcha el flujo de capitales hacia estos refugios financieros, explica Nicholas Shaxson, autor de *Treasure Islands* (Las islas del tesoro), sobre el origen de los paraísos fiscales.

El país más poblado del mundo no es el único que se sirve de

estos territorios. Europa es el origen del mayor flujo de dinero hacia estos agujeros negros. La OCDE —el club de los países más ricos del mundo— calcula que

el dinero depositado en estos centros offshore crecerá cerca de un 30% entre 2012 y 2017. Y pronostica que jurisdicciones de Asia, como Singapur y Hong

La riqueza que esconden estos centros 'offshore' asciende a 24 billones de euros

La actividad en las jurisdicciones opacas crecerá un 30% hasta 2017

más de la mitad de las transacciones internacionales están vinculadas a estas jurisdicciones.

La crisis financiera de los últimos años ha espoleado este negocio. La riqueza en estas guardias fiscales aumentó un 6,1% en 2012 hasta 6,2 billones de euros, según la consultora Boston Consulting Group. Esta organización calcula

Kong, recibirán la mayor parte del pastel que se repartirán los paraísos fiscales.

El informe de referencia sobre paraísos fiscales, elaborado en 2012 por Tax Justice Network (TJN), una organización sin ánimo de lucro que vigila los abusos fiscales, eleva hasta 24 billones de euros el dinero que circula por es-

tos limbos. No existe, sin embargo, una lista negra oficial para identificarlos. Muchos de estos territorios son islas paradisíacas en el Caribe como Bahamas, Caimán, Aruba, las Vírgenes Británicas o las Antillas Holandesas, pero también figuran como tal los estados de Delaware o Miami en EE UU; jurisdicciones del Canal de la Mancha como Jersey o Guernsey; o países europeos como Suiza, Luxemburgo y otros territorios en Asia. "Todos están vinculados con la banca en la sombra. Realizan operaciones financieras desde la City londinense, Hong Kong o Wall Street que pasan por estos paraísos fiscales", afirma Juan Hernández Viguera, autor de *El casino que nos gobierna: trampas y juegos financieros*. Eso explica por qué en las Islas Vírgenes Británicas apenas hay rastro de ciudadanos chinos pese a que la mayoría de sus firmas offshore procede del país asiático.

Cualquier gran banco tiene filiales en estas jurisdicciones, en las que hay registradas más de 3,5 millones de empresas, cuentas bancarias secretas, compañías de seguros y más de la mitad de los grandes cargueros del mundo, según TJN. Además, la mayoría de las multinacionales tiene delegaciones en estos territorios para eludir el pago de impuestos. Google, Microsoft, Apple, Facebook o Amazon, por citar algunas, utilizan filiales en estos paraísos fiscales para facturar miles de millones mediante los precios de transferencias y aligerar así su factura tributaria.

La investigación realizada por ICIJ muestra cómo con menos de 1.000 dólares se puede crear una sociedad pantalla con una cuenta bancaria en las Islas Vírgenes Británicas. A partir de ahí, basta un clic de ratón para operar en cualquier rincón del mundo sin revelar la identidad del titular. Abrir una empresa en uno de estos *búnkers* no es ilegal. Lo ilícito es el origen del dinero o usarlas para evadir impuestos, explica José María Peláez, miembro de la Organización de Inspectores de Hacienda (IHE).

Parte del dinero que circula por estas islas tiene un origen aún más oscuro. "Aunque la mayoría llega para evadir impuestos, hay una parte que procede de otras actividades criminales vinculadas con la corrupción, el narcotráfico, venta de armas...", indica Susana Ruiz, de Oxfam.

Las principales organizaciones internacionales se han conjurado para acabar con los paraísos fiscales. Tanto la OCDE como el G-20 —el grupo de las 20 mayores economías— han impulsado acuerdos para compartir información y poner luz sobre la opacidad de estos *búnkers*. Pero los países opacos terminan esquivando estos controles. El requisito para salir de la lista negra de la OCDE era suscribir 12 acuerdos de intercambio de información con otros países. La mayoría de los centros offshore firmó los acuerdos con otros paraísos y así salieron de la lista. El nuevo reto propuesto por el G-20 pasa por compartir información fiscal de forma automática. Pero muchos recelan del plan. "El camino está trazado, pero tardará mucho en recorrerse. Mientras no haya sanciones, no servirá", concluye Peláez.

## CHINALEAKS

Les suites  
d'une fuite  
sans précédent

Pour comprendre les révélations du jour sur les fortunes chinoises offshore, il faut remonter à avril 2013. Ce mois-là, *Le Monde*, associé au Consortium de journalisme d'investigation (ICIJ) et à trente journaux autour de la terre, révélait l'importance de ce sixième continent de l'économie mondiale : les paradis fiscaux.

L'opération, baptisée « Offshore-Leaks », partait d'une fuite monumentale : 2,5 millions de documents provenant de deux fournisseurs majeurs de services offshore, Portcullis TrustNet, basé à Singapour et Commonwealth Trust Limited, aux Iles Vierges britanniques, étaient parvenus à l'ICIJ.

On découvrait là l'existence des sociétés offshore de Jean-Jacques Augier, l'ancien trésorier de campagne de François Hollande, les structures exotiques du baron Elie de Rothschild, l'aide fournie par les banques Crédit Agricole et BNP Paribas à leurs clients offshore, sans oublier les fortunes cachées des proches du Kremlin.

Depuis, des enquêtes officielles ont été ouvertes, des personnes occupant de hautes fonctions ont dû démissionner et de nouvelles réglementations ont été introduites dans le monde entier.

Or en avril 2013, une partie des documents avait dû être mise de côté : ceux relatifs aux ayant-droit chinois. Pour les identifier, il a fallu des mois de travail supplémentaire, à plusieurs journalistes, dont certains, chinois, ont pris des risques considérables.

Le résultat est à couper le souffle. Les documents en possession de l'ICIJ et du *Monde* mettent en cause le sommet de l'Etat chinois. Les « princes rouges », proches parents du nouveau président Xi Jinping, de son prédécesseur Hu Jintao ou de l'ex-premier ministre Wen Jiabao, notamment, ont caché grâce aux paradis fiscaux les fortunes acquises en monnayant leur accès au pouvoir suprême.

Au total, ce sont près de 22 000 clients de sociétés offshore ayant des adresses en Chine continentale et à Hongkong qui apparaissent dans ces documents. Parmi eux, quelques-uns des hommes et des femmes les plus puissants du pays, dont au moins quinze des plus grosses fortunes, des membres de l'Assemblée nationale populaire, des généraux et des cadres d'entreprises publiques mêlés à des scandales de corruption.

La dépendance de la deuxième économie mondiale envers de minuscules archipels distants de plusieurs milliers de kilomètres semble démesurée. Il n'est pas un secteur chinois, du pétrole aux énergies renouvelables, de l'exploitation minière au commerce des armes, qui n'apparaisse dans les documents dont disposent l'ICIJ et ses partenaires. ■

SERGE MICHEL

## ChinaLeaks (1/3)

Edition datée du 23 janvier : Les figures chinoises de l'offshore ; les relations des cadres communistes avec l'argent et notre reportage dans les îles Vierges britanniques.

## ChinaLeaks (2/3)

Edition datée du 24 janvier : Pétrole et argent sale ; Chen-gu décapitée par la campagne anticorruption ; ces citoyens chinois punis pour avoir demandé des comptes.

## ChinaLeaks (3/3)

Edition datée du 25 janvier : Comment Crédit Suisse s'est imposée en Chine ; Le journal de Hongkong qui dénonce les « princes rouges ».



# Chine : révélations sur l'argent caché des « princes rouges »

Près de 22 000 clients originaires de Hongkong et de la République populaire de Chine sont liés à des compagnies offshore situées dans des paradis fiscaux, en particulier les îles Vierges britanniques. C'est ce que révèlent les informations recueillies par le Consortium international de journalistes d'investigation (ICIJ). Parmi eux figurent des proches des plus hauts dirigeants de la deuxième économie mondiale

On les appelle les « princes rouges ». Ils sont l'élite, étroite et ambitieuse, de la deuxième économie du monde. Liés, par le sang ou le mariage, au pouvoir en place ou à d'anciens dignitaires du Parti communiste chinois (PCC), ils ont créé des fortunes fabuleuses et cristallisent le mécontentement de la population. Car ils sont aussi le résultat d'une immense hypocrisie : ces cadres communistes affichent leurs idéaux « populaires » tout en fermant les yeux quand leurs proches utilisent leur pouvoir et leur influence pour s'enrichir. Et ce au mépris de la morale, voire de la loi : selon les documents recueillis par le Consortium international de journalistes d'investigation (ICIJ), près de 22 000 clients originaires de Chine ou de Hongkong seraient liés à des compagnies offshore situées dans des paradis fiscaux.

Des documents révèlent notamment l'existence aux îles Vierges britanniques d'une société détenue à 50 % par Deng Jiagui, le beau-frère du président Xi Jinping. Marié à la sœur aînée du chef de l'Etat, M. Deng est multimillionnaire, promoteur immobilier et investisseur dans les métaux rares.

Depuis son arrivée à la tête du PCC en 2012, Xi Jinping a lancé une vigoureuse campagne anticorruption. Non sans écraser un mouvement de citoyens appelant à la publication du patrimoine des responsables gouvernementaux.

Autre figure majeure du PCC, Wen Jiabao, qui a été premier ministre de 2003 à mars 2013, et aimait se

présenter en réformateur, cultivant l'image bienveillante d'un grand-père soucieux de ses compatriotes. Nos documents révèlent que son fils, Wen Yunsong, a constitué en 2006 aux îles Vierges britanniques, avec l'aide du bureau hongkongais de Credit Suisse, la société Trend Gold Consultants, dont il fut l'unique dirigeant et actionnaire jusqu'à sa dissolution, en 2008.

Les documents que possèdent l'ICIJ ne précisent pas la nature de l'activité de cette société. Investisseur en capital-risque, Wen Yunsong, qui a fait ses études aux Etats-Unis, a cofondé une société d'investissement, avant de devenir, en

Selon un câble envoyé à Washington en 2007 par le consulat américain à Shanghai, le premier ministre Wen Jiabao était « écoeuré par les activités de sa famille »

2012, le président de la China Satellite Communications Company, une entreprise publique qui entend devenir le premier opérateur de satellites d'Asie.

L'ICIJ a tenté à maintes reprises de contacter Wen Yunsong et d'autres personnes citées dans cette enquête. Très peu ont donné suite, et Wen Yunsong n'en fait pas partie. Invoquant des règles de confidentialité, Credit Suisse a fait savoir que la banque « ne souhaite pas commenter cette question ».

Les fichiers analysés par l'ICIJ viennent aussi éclairer le rôle jusque-là méconnu qu'ont joué les îles Vierges britanniques dans un scandale naissant mettant en cause la fille de Wen Jiabao, Wen Ruchun, aussi connue sous le nom de Lily Chang. Selon le *New York Times*, la banque JPMorgan Chase a versé à Fullmark Consultants, une société que Wen Ruchun dirige, 1,8 million de dollars (1,33 million d'euros) d'honoraires de conseil. Les autorités américaines ont ouvert une enquête à son sujet et plus largement sur l'utilisation de « princes rouges » par JPMorgan pour étendre son influence en Chine.

Fullmark Consultants semble avoir été constituée de façon à faire disparaître tout lien direct entre Wen Ruchun et JPMorgan. C'est son époux Liu Chunhang, qui a créé la société en 2004 aux îles Vierges britanniques et qui en fut l'unique directeur et actionnaire jusqu'en 2006, année où il prit ses fonctions... à l'agence publique chinoise de surveillance des marchés.

La société de services offshore TrustNet, installée à Singapour, a facturé à la banque suisse UBS, en octobre 2005, l'établissement d'un certificat de solvabilité pour Fullmark Consultants, ce qui démontre l'existence d'un lien direct entre Fullmark et la banque suisse. Laquelle nous a répondu par communiqué, assurant que sa politique de « connaissance du client » et les procédures en place pour traiter avec les clients liés à la sphère politique comptaient « parmi les plus strictes du secteur ».

Selon un informateur cité dans un câble envoyé à Washington en



**Au Capital Club, établissement très select de Pékin, les élites chinoises et internationales se retrouvent pour faire affaire.**

«LE MONDE»



2007 par le consulat américain à Shanghai, le premier ministre Wen Jiabao était «*écœuré par les activités de sa famille*». Ce câble, révélé par WikiLeaks, précisait que si les proches de Wen Jiabao «*n'ont pas nécessairement bénéficié de pots-de-vin, ils acceptent des "honoraires de conseil" exorbitants*».

Les documents à disposition de l'ICIJ font également état de sociétés constituées par des proches de Deng Xiaoping, qui a dirigé la Chine de 1978 à 1992, de l'ancien premier ministre Li Peng (de 1988 à 1998) et de l'ex-président Hu Jintao (de 2003 à 2013).

**P**our certains spécialistes de la Chine, les fortunes croissantes qu'amassent ces «*princes rouges*», notamment leurs actifs offshore, représentent un danger sérieux pour le PCC. Mais le pouvoir actuel serait trop impliqué pour y mettre un terme.

«*Quel intérêt y a-t-il à diriger le Parti communiste si vous n'en tirez pas 1 ou 2 milliards pour votre famille?*», ironise Steve Dickinson, un avocat américain installé en Chine, qui travaille sur des affaires de fraude. *L'enjeu est immense, et s'il est compréhensible que tout le monde fasse l'autruche et refuse d'en parler, ça n'en est pas moins scandaleux.*»

A la fin des années 1990, parmi les Chinois influents qui choisirent de s'«*extraterritorialiser*» figurait Fu Liang, le fils de Peng Zhen, l'un des «*huit immortels*» du Parti communiste et des plus hauts dirigeants de l'Assemblée nationale populaire dans les années 1980. Les documents OffshoreLeaks publiés par l'ICIJ en 2013 révèlent que Fu Liang (qui a investi dans les yacht-clubs et les terrains de golf en Chine continentale) a géré au moins cinq sociétés offshore aux îles Vierges de 1997 à 2000. C'est par l'une d'elles, South Port Development Limited, qu'il acheta en 2000 un hôtel aux Philippines.

C'est la société TrustNet qui aida Fu Liang à créer ces entreprises. En 2000, TrustNet faisait partie de ces

cabinets qui mettaient tout en œuvre pour signer des clients chinois, en organisant, par exemple, des réunions marketing dans les bureaux à Shanghai de ceux qu'on appelait alors les «*Big Five*» de l'audit : KPMG, Ernst & Young, Pricewaterhouse, Deloitte & Touche et Arthur Andersen.

Par le biais de TrustNet, le cabinet devenu depuis PricewaterhouseCoopers contribua à la constitution de plus de 400 sociétés offshore pour des clients de Chine continentale, de Hongkong et de Taïwan, montrent les documents de l'ICIJ. Sur ces mêmes marchés et toujours à travers TrustNet, UBS apporta ses services dans la création de plus d'un millier d'entités offshore.

Les bureaux d'UBS à Hongkong, en particulier, assistèrent Yang Huiyan, qui est, avec un patrimoine estimé à 8,3 milliards de dollars, la femme la plus riche de Chine, dans la création en 2006 d'une société aux îles Vierges britanniques. Yang Huiyan, qui a hérité de la fortune gagnée dans l'immobilier par son père, n'a pas répondu à nos questions.

En 2007, la banque suisse adressa à TrustNet une autre milliardaire de l'immobilier : Zhang Xin, fondatrice de la société Soho China, qui a redessiné une bonne partie de Pékin, et a récemment fait parler d'elle en s'offrant à Manhattan une demeure de 26 millions de dollars. Par la voix d'un porte-parole, elle a décliné nos sollicitations sur la société qu'elle détient aux îles Vierges britanniques - Commune Investment Ltd.

En 2005, une note de marketing estampillée «*strictement interne et confidentielle*» encourageait les collaborateurs de TrustNet à resserrer leurs liens avec Credit Suisse à Hongkong : le personnel de Credit Suisse et d'UBS se vit alors invité à des soirées vins et fromages. En Chine continentale, où les banques étrangères étaient strictement encadrées, ils optèrent pour une autre tactique : «*A Shanghai, nous ciblerons les cabinets d'avocats et les sociétés d'audit*», précisait la note de 2005.

La campagne de séduction porta ses fruits : de 2003 à 2007, le nombre de sociétés constituées par TrustNet pour des clients originaires de Chine, de Hongkong et de Taïwan fut multiplié par trois, passant de 1500 à 4800. Parmi les clients de TrustNet ayant créé des entreprises pendant cette période figurent deux délégués siégeant à l'Assemblée nationale populaire actuelle, le Parlement chinois.

Wei Jianghong, parlementaire pour la province de l'Anhui et président de l'entreprise publique Ton-

gling Nonferrous Metals, a été l'un des directeurs de Tong Guan Resources Holdings, créée aux îles Vierges en 2006. Cette société a servi d'intermédiaire à l'entreprise publique Tongling pour l'investissement de 10 millions de dollars, en 2007, dans un projet de métallurgie du cuivre au Chili.

Autre personnalité possédant des actifs offshore, Ma Huateng est le fondateur du numéro un chinois de la messagerie instantanée, Tencent. Ses 10 milliards de dollars de

**« Quel intérêt y a-t-il à diriger le parti si vous n'en tirez pas 1 ou 2 milliards pour votre famille ? »**

**Steve Dickinson**  
un avocat américain installé en Chine

patrimoine le classent cinquième au palmarès des milliardaires en Chine établi par le magazine *Forbes*. En 2007, Ma Huateng est devenu codirecteur, avec le cofondateur de Tencent Zhang Zhidong, de la société TCH Pi Limited, immatriculée aux îles Vierges, qui n'apparaît pourtant nulle part dans les documents officiels de Tencent, et dont les activités restent bien floues.

La situation a radicalement changé depuis les premières incursions de la Chine dans le monde de l'offshore. Le pays est plus riche, et les places extraterritoriales sont de plus en plus utilisées, non seulement comme voies de transit pour ces opérations «*circulaires*» qui

sortent de Chine et y retournent, mais aussi pour investir à l'étranger et accéder à des marchés où se procurer métaux, minerais et autres matières premières.

Certains estiment que le système a contribué à l'essor du pays. «*Il faut être lucide et accepter cette réalité : les capitaux chinois quittent massivement le pays. J'y vois même un phénomène positif*, commente Mei Xinyu, chercheur au ministère chinois du commerce. *Evidemment, je préfère qu'une société soit constituée dans son pays d'origine. Mais si ce pays ne lui procure pas l'environnement le plus propice, aller s'immatriculer dans une place offshore est un choix purement pragmatique.*»

Alors que les lourdeurs administratives et l'interventionnisme étatique ont tendance à paralyser le système commercial chinois, être immatriculé dans un centre offshore facilite souvent les affaires.

**C**ela ne saurait faire oublier le fait que de nombreuses entreprises chinoises, et de nombreux Chinois, utilisent des sociétés offshore à des fins illicites.

En septembre 2013, Zhang Shuguang, un ancien cadre dirigeant des chemins de fer chinois, a ainsi plaidé coupable devant un tribunal pénal dans une affaire où il est accusé d'avoir transféré 2,8 milliards de dollars sur des comptes bancaires offshore. Selon un rapport interne publié par la Banque centrale de Chine, des responsables publics ont détourné et fait sortir de Chine plus de 120 milliards de dollars depuis le milieu des années 1980.

Portcullis TrustNet a assisté

Cosco, le géant public du transport par conteneurs, dans la création d'une société aux îles Vierges en 2000. Parmi les nombreux directeurs de Cosco figurait l'actuel président de l'entreprise publique Ma Zehua, ainsi que Song Jun, jugé en 2011 pour détournement de fonds et prévarication.

Envoyé en 2001 par Cosco pour superviser une filiale à Qingdao, dans la province de Shandong (est de la Chine), Song Jun avait monté une fausse joint-venture aux îles Vierges, dont il s'est servi, selon la justice, pour faire sortir des millions de la rutilante tour Cosco Plaza de Qingdao. Selon l'agence de presse officielle Chine Nouvelle, il a détourné 6 millions de dollars, reçu 1 million de dollars de pots-de-vin d'un associé taïwanais et acheté, grâce à ces rentrées, quelque 37 appartements à Pékin, Tianjin et Qingdao. Le procès de Song Jun a été ajourné, et aucun verdict rendu public.

Huang Guangyu, qui fut un temps l'homme le plus riche de Chine, fait aussi partie de ces Chinois ayant fait des affaires par le biais des îles Vierges. Les documents aux mains de l'ICIJ montrent que lui et son épouse, Du Juan, ont constitué dans l'archipel au moins 31 sociétés de 2001 à 2008, au moment même où ils montaient en Chine la plus grande chaîne d'électronique grand public. Huang Guangyu a été condamné en 2010 à quatorze années de prison pour délit d'initié, corruption et manipulation du cours d'une action. Son épouse, reconnue coupable de délits similaires, a été libérée en 2010. ▶▶▶

**Soirée privée au Capital Club, à Pékin, fin 2012.**

«LE MONDE»



## CHINA LEAKS

►►► Suite de la page 3

Bien que Huang Guangyu reste emprisonné et bon nombre de ses actifs gelés, son empire, lui, continue de tourner grâce au réseau de sociétés offshore qu'il s'est constitué. Il reste propriétaire de plus de 30% des parts de Gome, sa chaîne de distribution d'électronique, par l'intermédiaire de deux autres sociétés des îles Vierges, Shining Crown Holdings et Shine Group.

Alors que la fortune des oligarques des milieux d'affaires, des responsables gouvernementaux et de leurs familles fait de plus en plus de remous, certains Chinois bravent la colère des autorités en les interpellant sur la corruption.

S'appuyant sur Internet et sur de petits rassemblements, le Mouvement des nouveaux citoyens, qui réunit des organisations de la société civile, milite ainsi pour une plus grande transparence. Mais le gouvernement n'a pas tardé à réagir. Le fondateur du mouvement, Xu Zhiyong, a été arrêté, ainsi que plus d'une vingtaine de membres. Le procès du militant devait se tenir mercredi 22 janvier.

Pékin s'en prend aussi aux médias étrangers qui s'intéressent au fossé entre riches et pauvres. Après s'être fait l'écho des actifs offshore de « princes rouges », le *New York Times* et Bloomberg ont vu leurs sites Internet bloqués, en octobre 2012, et leurs journalistes leur délai d'obtention de visa pour la Chine s'allonger.

Après des années d'inaction, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et des organisations internationales commencent à œuvrer en faveur de réformes qui, à les en croire, devraient limiter le recours abusif aux centres offshore. La Chine apparaît moins combative dans son action pour réformer le système.

Le fait est que d'importantes failles dans la législation fiscale permettent aux Chinois d'utiliser l'offshore avec une relative liberté : rien ne les obligeait jusqu'à présent à déclarer leurs actifs à l'étranger. « *Le législateur chinois n'avait pas prévu que des particuliers s'enfuient avec de telles sommes* », précise Rocky Lee, un avocat d'affaires de Pékin.

Désormais, les autorités de la Chine continentale tentent de reprendre la main sur les flux de capitaux privés qui partent offshore. Une nouvelle réglementation, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier, impose désormais aux Chinois de

déclarer leurs actifs à l'étranger. De l'ardeur qu'y mettra, ou non, la Chine, dépendra la réussite de la campagne mondiale de refonte du système offshore. Car, à mesure qu'augmente le poids de Pékin dans l'économie mondiale, le pays apporte aussi un flux croissant de clients aux services offshore.

Pour preuve, une enquête réalisée en 2013 auprès de plus de 200 banquiers et autres professionnels de l'offshore a conclu que « *la demande liée à la Chine* » est le premier moteur de croissance du secteur.

Comme le résume le directeur d'une société de services offshore des îles Vierges britanniques, interrogé dans cette étude, « *sur les cinq prochaines années, la Chine est le pays-clé pour l'acquisition de nouveaux clients* ». ■

MARINA WALKER GUEVARA,  
GERARD RYLE, ALEXA OLESEN,  
MAR CABRA, MICHAEL HUDSON  
ET CHRISTOPH GIESEN  
(Traduit de l'anglais par  
Julie Marcot)

## L'argent chinois échappe aux radars français

CE 23 AOÛT 2013, au deuxième jour du procès de l'ancien « prince rouge » Bo Xilai, jugé par le tribunal de Jinan (est de la Chine) pour corruption et abus de pouvoir, le voile se lève, pour la première fois, sur les dessous d'un investissement occulte réalisé, en France, par un membre de la nomenklatura chinoise. Sa seconde épouse, Gu Kailai, dévoila, ce jour-là, comment elle avait fait l'acquisition de la luxueuse villa Fontaine Saint Georges, située près de Cannes, grâce à des pots-de-vin versés par un riche homme d'affaires chinois.

Selon le compte-rendu d'audience, Patrick Devillers, un Français proche de la famille Bo, et un Britannique, Neil Heywood, dont l'assassinat par Gu Kailai annonça la chute du couple Bo, auraient imaginé un montage financier à travers trois sociétés écrans. En 2011, dans un cabinet d'avocats parisien, une

certaine M<sup>me</sup> Jiang Feng accepta de faire figurer son nom à la tête de deux des trois structures, pour dissimuler tout lien avec Bo Xilai et son épouse.

Bo Xilai a nié ces faits. « *Ma femme est folle et elle ment* », a-t-il dit avant d'être condamné, le 22 septembre, à la prison à perpétuité.

Si Pékin n'avait pas décidé de faire tomber ce cadre du régime, il n'aurait sans doute jamais été possible de découvrir la présence de la famille Bo derrière l'achat de la villa. « *Nous sommes grandement démunis, reconnaît-on au ministère du budget, pour traquer les investissements chinois douteux en France. Les circuits financiers sont très complexes, nous maîtrisons mal cet univers.* » Selon la même source, si les agents de Tracfin, la cellule antiblanchiment française, ont développé un certain savoir-faire pour l'argent russe et d'Asie centra-

le, ils sont en retard pour la Chine. « *Ce n'est clairement pas une priorité* », dit-on à Bercy.

La justice française n'est pas non plus en pointe. Le parquet de Bordeaux, où une vingtaine de vignobles ont été achetés depuis 2008 par des Chinois, ou ceux de Grasse, Nice et Toulon, des zones prisées pour leurs villas de standing, n'ont guère de dossiers visant des investissements chinois suspects. Au ministère de la justice, à Paris, on ajoute que « *la coopération de la Chine sur ce type d'affaires est quasi nulle et ne facilite guère les enquêtes* ».

Les éventuels investissements frauduleux en France n'apparaissent pas dans les radars de la justice financière. Au Quai d'Orsay, on assure que les investissements privés faits en France sont faibles et ne constituent pas une priorité. ■

JACQUES FOLLOROU

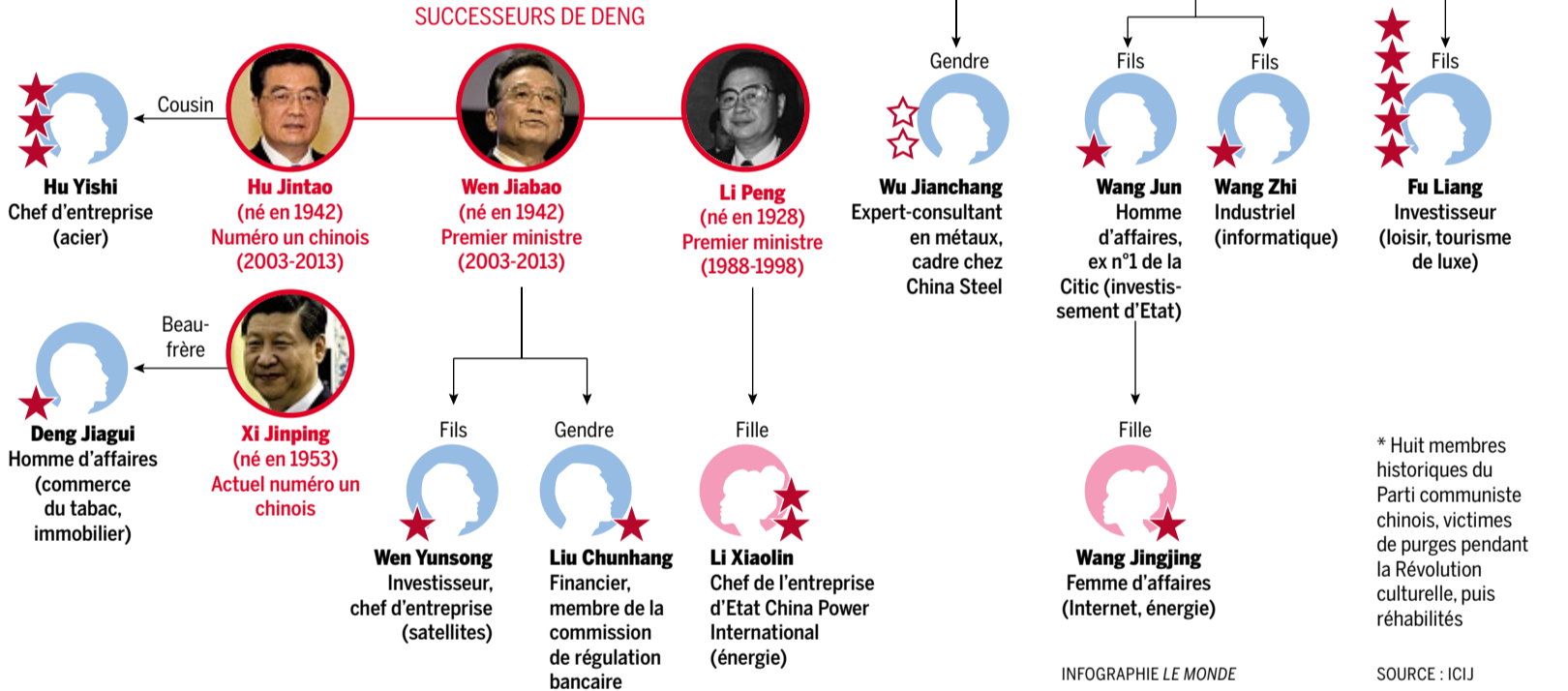
## Derrière les plus grands dirigeants chinois, les « comptes offshore » de leurs héritiers

Chaque étoile indique que la personne est actionnaire et/ou directeur d'une société dans ...

★ ... les îles Vierges britanniques

☆ ... les îles Cook

→ Lien familial



## Les noces du pouvoir et de l'argent, de Mao à Bo Xilai

Pékin  
Correspondant

C'est le péché originel de Deng Xiaoping, le successeur de Mao. En ouvrant dès 1978 la boîte de Pandore de l'économie de marché sans renoncer au parti unique, le père des réformes met en selle une aristocratie rouge qui ne va cesser de monnayer son pouvoir.

Pourtant, dans la Chine post-maoïste de l'époque, les nouveaux dirigeants – pour la plupart des hommes que Mao avait purgés pour être des « tenants de la voie capitaliste » – sont d'abord soucieux de limiter le népotisme : une règle proposée par Chen Yun, l'autre patriarche au côté de Deng Xiaoping, interdit aux officiels de rang élevé d'avoir plus d'un seul enfant en politique.

On ne se doutait pas alors que le miracle économique chinois allait leur fournir un terrain de jeu bien plus intéressant.

Car trente-cinq ans après le lancement des réformes, en 1978, la question est plus brûlante que jamais. La vaste enquête anti-corruption lancée par Xi Jinping à son arrivée au pouvoir fin 2012

est sur le point de toucher sa cible principale : le pétrolier Zhou Bin, fils de Zhou Yongkang, ex-tout-puissant chef de la sécurité d'Etat au sein du comité permanent (de 2007 à 2012), le collectif dirigeant suprême du Parti.

Déjà, dans les semaines d'agitation estudiantine du printemps 1989 qui mèneront à la répression armée du 4 juin, place Tiananmen, les passe-droits des fils des leaders communistes font partie des griefs de la population. Le 20 avril, un syndicat autonome d'ouvriers diffuse par tracts une liste de « dix questions au comité central » qui feront grand bruit. La première : « *Combien d'argent Deng Pufang [le fils de Deng Xiaoping] a-t-il dépensé sur les champs de courses de Hongkong et d'où venait cet argent ?* »

Dans les années 1980, le commerce d'un bon nombre de biens et marchandises est régi par un double système de prix. La dissidente Dai Qing, journaliste mais surtout fille adoptive du maréchal Ye Jianying, se souvient : « *Tous ces jeunes réalisaient soudain qu'ils pouvaient faire de l'argent en claquant des doigts* », se souvient-elle,

dans son appartement de la banlieue pékinoise, où elle est sous surveillance. Dai Qing, qui tient alors une chronique très populaire dans le quotidien *Guangming*, propose une enquête sur les gens qui s'enrichissent : « *Qui ? Comment ? Que font-ils ?* » Emprisonnée après sa participation au mouvement de Tiananmen et sa dénonciation du barrage des Trois-Gorges, elle persiste aujourd'hui à penser que ce texte fut la vraie raison de son incarcération.

## L'ascension des petits princes rouges dans le monde des affaires n'est possible que grâce au silence de la presse

Car l'ascension des petits princes rouges dans le monde des affaires n'est possible que grâce au silence de la presse : les médias chinois ont interdiction formelle de mentionner leur nom sans autorisation. Au sein du pouvoir, les dérapages des enfants don-

nent prise aux luttes intestines.

En 1986, Hu Yaobang, secrétaire général du PCC, lance une campagne contre la corruption des enfants de hauts cadres. Il fait arrêter le fils du conservateur Hu Qiaomu, accusé d'un trafic de cassettes pornographiques dans l'armée. Un autre incident impliqua alors Bo Xicheng (frère de Bo Xilai – ancien homme fort du PCC de Chongqing, condamné en septembre 2013 à la réclusion à perpétuité pour corruption et abus de pouvoir –, mais surtout fils d'un des « huit immortels » du Parti, Bo Yibo) : une quantité d'or avait disparu d'un atelier de bijoux qu'il venait de rejoindre.

Les deux affaires furent étouffées, et le secrétaire général débarqué en 1987 par la faction conservatrice de Bo Yibo. Les funérailles de Hu Yaobang déclencheront les manifestations de Tiananmen.

En mai 1989, le successeur de Hu Yaobang à la tête du secrétariat général du PCC, Zhao Ziyang, ouvre une enquête sur l'enrichissement de ses propres enfants. Puis, le 8 mai, un projet de lutte contre la corruption aux autres membres du comité permanent.

« *Il souhaitait une commission d'enquête qui dépende de l'Assemblée, et non du Parti*, témoigne Bao Tong, son assistant de l'époque, qui assistait à la réunion. *Il a également proposé que les officiels hauts placés révèlent leur patrimoine. Ces propositions ont fait l'unanimité contre elles, aucune n'a survécu au 4 juin [date de la répression de Tiananmen].* »

L'un des plus farouches opposants aux mesures de Zhao Ziyang fut le premier ministre Li Peng. Dont la fille, Li Xiaolin, a particulièrement bien réussi dans le capitalisme d'Etat – et comme par hasard dans le domaine fétiche de son père, l'hydroélectricité. Son nom apparaît à la tête de deux sociétés immatriculées aux îles Vierges britanniques.

Au lendemain de l'écrasement du printemps de Pékin, Zhao Ziyang sera démis de ses fonctions, et finira sa vie en résidence surveillée. Bao Tong, lui, fera sept ans de prison. « *Pourtant, explique le vieux mandarin en tirant une bouffée de sa cigarette électronique, la corruption alors n'était rien par rapport à aujourd'hui.* » Dans ses Mémoires posthumes parues en 2009 à Hongkong,

Zhao Ziyang maintient que seule la transition à un système de démocratie parlementaire, garant de la liberté de la presse et de l'indépendance de la justice, pouvait éviter à la Chine le piège de la « *commercialisation du pouvoir* ». Or ces notions continuent d'être anathèmes aujourd'hui.

Jiang Zemin, qui prend les rênes du pays à partir de 1992, lancera à son tour des purges qui iront jusqu'à éclabousser, en 1995, le second fils de Deng Xiaoping, Deng Zhifang, enrichi grâce au commerce de l'acier. C'est pourtant sous son règne que la collusion au sein des princes rouges va changer d'échelle à la faveur des privatisations et de la mondialisation de l'économie chinoise.

Quant à l'ère suivante, celle de Hu Jintao (2003-2013), elle se terminera sur une intrigue hautement symbolique : la chute de Bo Xilai, archétype du prince rouge, emporté par les efforts de son épouse pour assurer l'avenir de leur fils. M<sup>me</sup> Bo, Gu Kailai, s'est en effet résolue à assassiner le consultant britannique qui tentait de faire chanter la famille. ■

BRICE PEDROLETTI



CHINALEAKS

# Les îles Vierges, « City » interdite

Zéro impôts et opacité totale : l'archipel britannique est une des destinations favorites des capitaux chinois

Reportage

**Tortola**  
(îles Vierges britanniques)  
Envoyée spéciale

Il est 9 heures à Road Town, sur l'île de Tortola, capitale des îles Vierges britanniques. Le soleil est déjà haut. Des adolescents noirs vêtus d'uniformes bleus, à la mode britannique, convergent vers le lycée Elmore-Stouff.

Les filles ont raccourci des jupes trop strictes. Les garçons portent leurs pantalons taille basse, à la façon des skateurs américains. Colleen Scatliffe-Edwards réclame le silence. Par les fenêtres ouvertes, on entend le chant d'un coq.

« Les îles Vierges sortent d'un terrible ouragan. Et cet ouragan porte un nom : I-C-I-I ! », lance la professeure, détachant chaque lettre du consortium d'investigation américain qui dénonça, en avril 2013, l'utilisation frauduleuse de sociétés-écrans dans les centres offshore.

« ICIJ nous a causé du tort, poursuit-elle. Il faut nous défendre. Sinon nous perdons nos emplois et nos ressources. Vous le savez ?

— Oui, madame !, répond en cœur la classe.

— Voulons-nous l'argent sale et la corruption ici ?

— Non ! Les îles Vierges ont pour but d'assurer la confidentialité et la protection des avoirs des investisseurs qui domicilient des sociétés chez nous, récitent d'une même voix les lycéens.

— Qui prélève les impôts ? interroge M<sup>me</sup> Scatliffe-Edwards. Les gouvernements, n'est-ce pas ?

— Oui !

— Les gens aiment-ils payer des impôts ?

— Non !

— Alors n'ont-ils pas le droit de choisir de payer leurs impôts là où il y en a le moins ?

— Si !

— La liberté de choisir, c'est un droit fondamental des citoyens, conclut-elle docement. Et ils ont raison de choisir les îles Vierges. »

Depuis un an, M<sup>me</sup> Scatliffe-Edwards a pour mission de former à la finance une première génération d'enfants de Tortola, afin que la population locale, noire à 80 %, trouve à s'employer dans le secteur le plus porteur de l'économie.

Car la finance a beau profiter à l'archipel tout entier, comptant pour 60 % du PIB et offrant aux 28 000 habitants un niveau de vie très supérieur à celui des autres îles des Caraïbes, elle emploie une majorité d'étrangers. Avocats et juristes très diplômés, anglais, américains, canadiens...

Le titre du manuel scolaire interpelle : *Démystifier la finance*. Autrement dit déromber, montrer la réalité telle qu'elle est et non telle qu'on la présente... De la propagande à usage interne ?

Le territoire battant pavillon britannique caracole en tête du palmarès des paradis fiscaux les plus opaques. Il vient d'être recalé à l'examen institué par l'Organisation de coopération et de développement économiques pour évaluer l'état de la coopération mondiale contre la fraude et l'évasion fiscales. Que peut-il faire valoir pour sa défense ?

« The money is not here ! » (« L'argent n'est pas ici ! »), finit par dire Neil Smith, ministre des finances des îles Vierges, au terme d'une discussion tendue. « Ici, nous enregistrons des sociétés pour des investisseurs dont nous protégeons l'identité. Nous n'ouvrons pas de comptes en banque », poursuit le jeune ministre, qui emploie son temps à défendre la vertu des îles Vierges.

« L'argent de ces sociétés est au Panama, au Liechtenstein, en Suisse. Parfois même sur des comptes à New York ou Paris. » En clair, laissez entendre, si vous traquez l'argent sale, ce n'est pas ici que vous le trouverez !

Dans son bureau ouvert sur une



baie turquoise où mouillent des paquebots de croisière, M. Smith raconte comment Tortola a profité de la chute du dictateur panaméen Manuel Noriega, en 1989, et de l'instabilité politique qu'elle a provoquée, pour prendre la première place sur le marché concurrentiel de la création de sociétés offshore. Il vante les atouts du territoire — un droit des sociétés simple, une fiscalité zéro — et des lois antiblanchiment adoptées dès les années 1990.

Ainsi, les îles Vierges, avec 850 000 compagnies et trusts (de 25 % à 40 % du total mondial), dont 450 000 actifs, seraient une île au trésor... sans trésor ! Une économie virtuelle, sans actifs financiers. Une vitrine à laquelle on aurait tort de trop s'intéresser.

La visite de Road Town, petite bourgade tranquille léchée par la mer, où les rares immeubles n'excèdent pas trois étages, tend à valider l'analyse. Peu de banques, sinon locales, y sont établies. En revanche, les *trust incorporation companies* (sociétés enregistrant les trusts) sont partout. A chaque coin de rue, conduisant leur « business » à l'abri des regards, fermant la porte d'un péremptoire « no

interview ».

Depuis les révélations de l'OffshoreLeaks, qui auraient fait baisser de 21 %, en 2013, le nombre d'immatriculations de sociétés aux îles Vierges, consigne est donnée de ne pas parler. La filiale de BNP Paribas nous éconduit : « Ce n'est pas la peine d'appeler Paris pour obtenir un rendez-vous. Nous dépendons de Jersey et de Singapour », objecte le directeur de BNP Paribas Trust Corporation.

Ce sont ces *trust incorporations*, plus nombreuses que les épicerie, qui assurent la prospérité de Tortola. Elles reversent à l'Etat une partie des commissions qu'elles prélèvent pour créer et gérer les véhicules offshore. Les entreprises qu'elles domicilient n'ont ni bureaux ni salariés sur l'île. Juste des boîtes postales, qui, abritées jusque devant les plages sous des chapiteaux, font partie du mobilier urbain. Un formulaire suffit pour en obtenir une, pour 22 dollars par mois.

Cette finance impalpable ne dérange pas les habitants de Tortola. « Les messieurs de la finance ? Ce qu'ils font ne nous regarde pas. Mais c'est bon pour l'île... », glisse, en créole anglais, une vieille couturière

**Neil Smith, ministre des finances des îles Vierges britanniques, dans son bureau, à Tortola, le 14 janvier.**

« LE MONDE »

re aux doigts fatigués, dont l'échoppe sur Main Road est enserrée par des *trust companies*. « Sans eux, on n'en serait pas là ! », approuve « Mister Thomas », venu de Sainte-Lucie trouver du travail à Road Town.

Une économie virtuelle, un coffre-fort vide... De quoi dédouaner les autorités de leurs responsabilités ? Pas selon les experts de la lutte contre l'évasion fiscale. Ils pointent le rôle central des îles Vierges en matière d'enregistrement de sociétés fictives, ces *quick ou shell companies*, qu'on peut créer en moins de quarante-huit heures.

Le droit y est si arrangeant et le secret si bien protégé, qu'il facilite la création de sociétés factices. Même dans celles qui ne sont pas des coquilles vides, l'opacité permet de dissimuler des flux frauduleux. Il se dit que, aux îles Vierges, une société sur dix abriterait le produit d'activités criminelles. Une bonne partie servirait les mafias russe et chinoise.

En dépit des multiples accords d'échange de renseignements, signés par Tortola, rares sont les requêtes étrangères qui aboutissent à l'identification des bénéficiaires réels. Ainsi, cinquante-neuf demandes françaises sont restées lettre morte. Soit l'information n'est pas disponible, soit le régulateur n'y a pas accès. Une loi imposant aux sociétés d'enregistrement de trusts de tenir des registres d'actionnaires a été votée en 2012. Elle peine à s'appliquer.

« Le schéma classique, c'est une société aux îles Vierges qui crée une société à Hongkong, laquelle ouvre à son tour une société en Chine. Le tout avec des comptes en Suisse, explique un expert du fisc. Cela s'appelle un round trip, un tour du monde sans bouger. »

Ces voyages immobiles, Martin Kenney en connaît toutes les astuces. De son bureau de Road Town, où parviennent parfois des menaces de mort, l'avocat canadien traque l'argent de la fraude, pour le compte d'investisseurs ou de particuliers lésés. « C'est en obtenant la dissolution des sociétés créées ici

qu'on peut remonter les circuits financiers », dit-il. Redouté par la classe politique locale, il n'a qu'un seul allié : le tribunal de commerce, qui lui a souvent permis de retrouver de l'argent évaporé.

Certes, tout n'est pas illégal aux îles Vierges. Certains avocats à la réputation intègre se sont fait une spécialité de la création de joint-ventures entre multinationales. Robert J.D. Briant, de Conyers & Dills, est fier de rappeler qu'il a supervisé la création, en 2012, de la joint-venture entre le géant russe du pétrole Rosneft et le britanni-

« Les messieurs de la finance ? Ce qu'ils font ne nous regarde pas. Mais c'est bon pour l'île... »  
**Une habitante de Tortola**

que TNK-BP.

Une opération à 61 milliards de dollars qui, hors des îles Vierges, a toutefois fait se lever de nombreux sourcils. « Pour ce type de fusions transfrontalières, les îles Vierges offrent une neutralité politique et fiscale opportune », affirme M. Briant, imperturbable.

Néanmoins, c'est aux îles Vierges que Bernard Madoff, le plus grand escroc de tous les temps, a trouvé la « localisation idéale » pour faire disparaître son butin. Le montage était d'une telle perfection qu'il occupe les nuits et les jours de John Greenwood, ex-banquier de HSBC à Londres, âgé d'une cinquantaine d'années.

A la tête du cabinet d'avocats Krys & Associates, il tente de récupérer une partie de l'argent détourné. « Le fonds Fairfield de Madoff a été créé aux îles Vierges, lâche-t-il. Mais il était administré aux Bermudes, et les opérations financières conduites de New York. »

« C'est la mission la plus difficile de ma vie », dit-il en soupirant. ■

ANNE MICHEL

## Lorna Smith en son paradis précaire

S'IL Y A UNE FEMME à rencontrer, à Tortola, c'est Lorna Smith, épouse du premier ministre, Orlando Smith, et directrice d'une société de conseil. Sans rôle officiel, M<sup>me</sup> Smith semble présider à la destinée du territoire. Au point d'avoir inauguré en personne le bureau de représentation des îles Vierges britanniques à Hongkong en 2013. Et de ne manquer aucune négociation diplomatique sur l'avenir des « BVI » (British Virgin Islands).

Son combat : la défense des petits paradis fiscaux attaqués par les grands

(méchants) pays du G20. Une cause qu'elle porte en passion. Dans sa villa avec piscine sur les hauteurs de Road Town, la discussion roule sur le grand danger pour les « BVI » : cette marche mondiale vers la transparence, qui menace le principe de confidentialité et pourrait réduire l'appétit des super-riches pour les sociétés offshore.

« L'ICIJ [Consortium international de journalistes d'investigation] nous a fait du mal. Pourquoi ne dit-on mot des Américains ? lance M<sup>me</sup> Smith, robe noire ajustée et collier de perles. Il est plus

difficile de créer une société ici qu'au Delaware ! » L'arrivée d'un SMS interromp son propos. La situation bascule. « On m'annonce que vous travaillez pour les Américains ! », lâche-t-elle, soudain glaciale.

Devant notre perplexité, elle accuse : « Votre nom apparaît dans des documents de l'ICIJ. Vaines dénégations. C'est très fâcheux. Nous verrons quelle suite donner à cela », dit-elle en nous congédiant. Lorna Smith croit avoir démasqué le péril qui menace son territoire. Le miracle des « BVI » est bien fragile. ■

A.M.



**BAISSE DES IMPÔTS POUR LES MÉNAGES EN 2015 ?**

FRANCE - LIRE PAGE 9

**Jacques Le Goff : « La ville, foyer des civilisations »**

SUPPLÉMENT - LIRE PAGES I À IV



**LA SILHOUETTE EST LA GRIFFE DU COUTURIER**

MODE - LIRE PAGE 16

Jeudi 23 janvier 2014 - 70<sup>e</sup> année - N°21466 - 2 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directrice : Natalie Nougayrède

## La fortune cachée des « princes rouges » chinois

« Le Monde » révèle les liens secrets des familles des dirigeants communistes avec les paradis fiscaux. Premier volet d'une grande enquête

LIRE PAGES 2 À 5

Lors du congrès du Parti communiste chinois, à Pékin, le 14 novembre 2012.

REUTERS/CARLOS BARRIA

## Catherine Samba-Panza, l'espoir de la Centrafrique

Une femme vient d'accéder à la présidence de la Centrafrique. Et l'on a fort envie de croire que ce changement à Bangui est une bonne nouvelle. Catherine Samba-Panza, 59 ans, a un profil prometteur pour panser les plaies d'un pays déchiré par ses divisions identitaires.

Propos mesurés mais fermeté, esprit clair, engagement contre la corruption : beaucoup d'éléments plaident en sa faveur. Ses origines aussi. Née au Tchad de père camerounais et de mère centrafricaine, cette juriste s'est installée en Centrafrique à 18 ans. La nouvelle

présidente est chrétienne mais parle arabe, ce qui pourrait lui être d'une aide précieuse pour éteindre l'incendie xénophobe qui ravage le pays.

### ÉDITORIAL

Si elle n'a pas été programmée, l'accession au pouvoir de M<sup>me</sup> Samba-Panza était ces derniers jours fortement souhaitée par Paris. Lorsque les soldats français sont arrivés à Bangui pour l'opération « Sangaris », Michel Djo-

today, le président centrafricain, avait déjà un pied dans l'avion. Il a été contraint à quitter le pouvoir le 10 janvier. Une phrase de François Hollande résonne encore dans les rues de la capitale centrafricaine : « On ne peut pas laisser en place un président qui n'a rien pu faire, voire a laissé faire [les violences] », a-t-il déclaré au tout début de l'opération « Sangaris ». La « transition » s'est effectuée après que Paris a obtenu l'assentiment des parrains de la Centrafrique que sont le Tchad et le Congo, dirigés eux-mêmes par des présidents ayant conquis le pouvoir par les armes.

Les ex-rebelles de la Séléka, les soutiens de M. Djotodia, sont responsables de leur propre éviction. Leur brutalité, leurs razzias sur des populations démunies ont sapé leurs ambitions. Mais leur éviction du pouvoir a suscité un terrible contrecoup. Les populations musulmanes, ayant pour partie été associées à ces miliciens, se sont retrouvées livrées à la vindicte populaire.

L'urgence pour M<sup>me</sup> Samba-Panza, l'armée française et les soldats sous mandat de l'Union africaine est aujourd'hui de protéger

cette minorité de la vengeance de leurs voisins chrétiens et de mettre un terme au cycle infernal des représailles. Elle est aussi de désarmer et, plus encore, de trouver un avenir à tous les jeunes hommes qui se sont engagés par conviction ou par opportunisme dans les rangs de la Séléka ou de leurs ennemis.

Sans un retour à la sécurité, les centaines de milliers de Centrafricains ou d'étrangers qui survivent dans des camps de déplacés ne rentreront pas chez eux. Le pays a besoin de davantage de soldats et de policiers internationaux. L'envoi d'environ 500 militaires européens, comme s'y est engagée l'Union européenne (UE), ne sera pas de trop. La promesse d'une aide de 500 millions de dollars par l'ONU et l'UE, non plus, tant l'Etat est déliquescence. L'administration a disparu, les écoles sont fermées et les fonctionnaires n'ont pas été payés depuis quatre mois.

Une partie de la communauté internationale se mobilise enfin pour la Centrafrique. Il faut s'en féliciter. Mais il faudra plus qu'une aide d'urgence ou une intervention militaire ponctuelle pour recoudre un drapeau centrafricain en lambeaux. ■

### AUJOUR'HUI

#### Les primes des policiers, un secret bien gardé

Vingt-cinq millions d'euros de primes ont été versés en 2013. Un tiers des fonctionnaires de police ont touché entre 500 et 1 000 euros.

FRANCE - PAGE 11

#### Première condamnation pour racisme anti-Blanc

La cour d'appel de Paris a retenu comme circonstance aggravante des insultes telles que « sale Blanc ! ». La Licra salue cette décision inédite.

FRANCE - PAGE 12

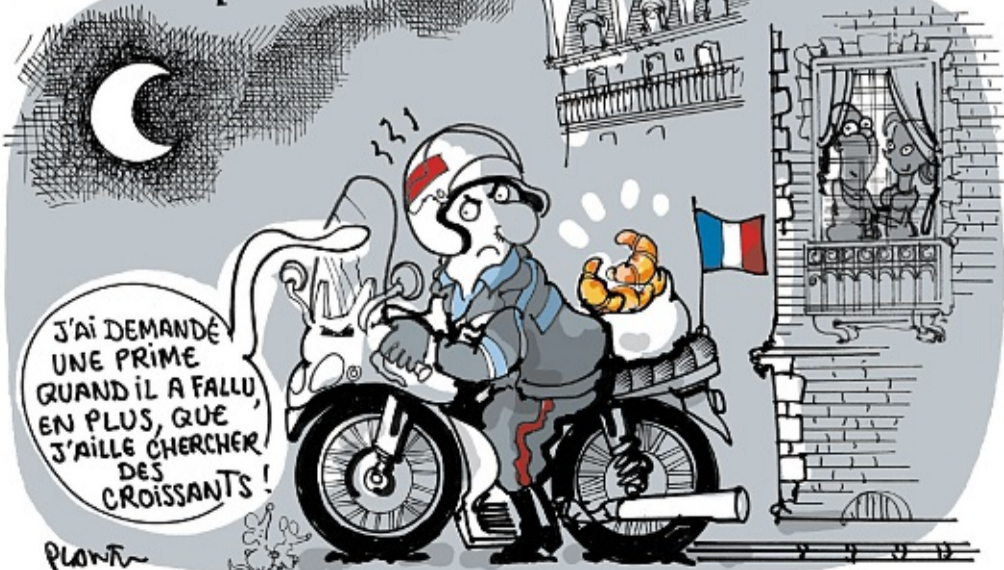
#### IVG : les députés suppriment la condition de détresse

Les femmes pourront avorter sans invoquer une situation de détresse. L'UMP reproche à la gauche de diviser la société.

FRANCE - PAGE 12

### LE REGARD DE PLANTU

#### Prime des policiers



### INTERNATIONAL

#### Le Soudan du Sud au bord de l'abîme

Guerre civile, corruption, enjeux pétroliers, négociations fragiles... Notre reporter décrit un pays en plein chaos. LIRE PAGE 6

#### UNIVERSITÉS & GRANDES ÉCOLES

#### Les meilleurs masters

Les seize masters retenus par « Le Monde » allient excellence académique, liens avec la recherche et bonne insertion professionnelle

SUPPLÉMENT

**ÉDITION 2014**

**Le Monde**

**LE BILAN DU MONDE**

**ÉCONOMIE & ENVIRONNEMENT**

L'atlas de 193 pays

Rédigée par les meilleurs spécialistes du Monde, la nouvelle édition du Bilan vous attend chez votre marchand de journaux !

LE BILAN DU MONDE - 220 PAGES - 9,95 SEULEMENT